

Ville de

Montpellier



Secrétariat général
Service de l'Assemblée

Recueil des Actes Administratifs

TOME 1/3

Juillet 2011

SOMMAIRE

Arrêtés Règlementaires.....Tome I à II

Décisions.....Tome II
Séance du 25 juillet 2011

Délibérations.....Tome III
Séance du 25 juillet 2011

Recueil des Actes Administratifs

Arrêts réglementaires

Juillet 2011

Séance publique du lundi 25 juillet 2011

Convoqué le mardi 19 juillet 2011, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juillet 2011 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Stéphane MELLA, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Alain ZYLBERMAN, Nadia MIRAOU, Serge FLEURENCE, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Josette CLAVERIE, Robert SUBRA, Laure FARGIER, Sarah EL ATMANI, Audrey DE LA GRANGE, Frédéric TSITSONIS, Régine SOUCHE.

Absents :

Martine PETITOUT, Jacques DOMERGUE, Arnaud JULIEN, Christian DUMONT, Nancy CANAUD, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Gérard LANNELONGUE

Modification du tableau des effectifs

Au nom de la commission, Michel PASSET rapporte :

I - Créations de postes :

Filière technique :

Ingénieur principal : Suite à l'avis du CTP du 1^{er} juillet, il est créé un poste sur les fonctions de conseiller scientifique, au sein de la direction du parc Darwin.

Agent de maîtrise : création de 9 postes

II - Suppressions de postes :

Filière technique :

Ingénieur principal : suite à l'avis du CTP du 1^{er} Juillet relatif à la réorganisation de la direction du Parc DARWIN, il est supprimé un poste sur les fonctions de Directeur du parc zoologique de Lunaret.

Adjoint technique 1^{ère} classe : suppression de 4 postes suite à la nomination d'agent sur un autre grade.

Adjoint technique 2^{ème} classe : suppression de 5 postes suite à la nomination d'agent sur un autre grade.

III – Création et Ouverture d'un poste à un agent non titulaire :

Direction des systèmes d'information :

Un poste d'Ingénieur à temps non complet (80%) et non permanent est créé à compter du 1^{er} Septembre 2011 pour une durée d'un an. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Ingénieurs territoriaux, justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 1015

IV - Ouverture de poste à un agent non titulaire :

Direction de la Communication :

Un poste d'Attaché est vacant à compter du 1^{er} Novembre 2011 au service Relations Presse en tant que responsable de service. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux, justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans le domaine de la communication et journalistique.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

En conséquence il est demandé au Conseil Municipal :

- D'accepter l'ensemble des modifications du tableau des effectifs conformément au tableau ci-joint ;
- D'autoriser les dépenses afférentes sur le budget de la Ville, chapitre personnel

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 26/07/2011

Monsieur Serge FLEURENCE
1^{er} Adjoint au Maire
Délégué à la Qualité de l'Espace Public
(Annule et remplace l'arrêté 2008/1205 en date du 04 avril 2008)

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21 L 2122-22 et L 2122-23 ;
- Vu le Code des Marchés Publics ;
- Vu la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2004 ;
- Vu l'élection du Maire et des Adjoints le 21 mars 2008 ;
- Vu la délibération en date du 02 avril 2008 relative aux délégations consenties par le conseil municipal à Madame le Maire ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Monsieur, Serge FLEURENCE, 1^{er} Adjoint au Maire, Officier d'Etat civil, reçoit délégation de fonction à la qualité de l'Espace Public :

- Aux Espaces publics :
- Au génie urbain, eau potable, voirie, éclairage, signalisation, classement des voies privées, règlement spécial de la publicité, dénomination des rues et espaces publics, signature des arrêtés de mise en demeure des contrevenants à l'affichage et mises en demeure relatives à la publicité et aux enseignes ;
- Aux déplacements, mobilité durable, Plan de déplacement urbain (signature des arrêtés provisoires de circulation, aux zones piétonnes, au plan de circulation, au réseau Pétrarque)
- Aux pistes cyclables,...
- A la gestion des risques,...
- A la propreté,...
- A la prévention de la sécurité routière,...
- Au stationnement,...
- A l'occupation non commerciale du domaine public,...
- Aux espaces verts
- Aux ressources humaines :
- Oeuvres sociales du personnel, formation du personnel, instances paritaires, sanctions disciplinaires et plus généralement tous les actes concernant la carrière et l'exécution de leur service par les agents titulaires et non titulaires de la commune
- Monsieur Serge FLEURENCE reçoit délégation de signature pour tous documents relatifs au Protocole

Par ailleurs, Monsieur serge FLEURENCE reçoit délégation à la zone Méditerranée – Afrique, auprès de Monsieur Jacques TOUCHON, Adjoint au Maire, délégué au rayonnement international et au co-développement.

Article 2 :

La délégation de fonction à Monsieur Serge FLEURENCE inclut notamment, dans les domaines de compétences tels que défini l'article 1^{er} la signature de tous les actes relatifs aux procédures de passation et d'exécution de toutes les catégories de marchés publics

En outre, Monsieur Serge FLEURENCE reçoit délégation générale pour l'ensemble des marchés publics de la Ville de Montpellier pour l'ouverture des enveloppes relatives aux candidatures et à l'enregistrement de leur contenu, tel que prévu par les articles 58, 61, 65 et 67 du code des marchés publics.

Article 3 :

La délégation de fonction à Monsieur Serge FLEURENCE, Adjoint au Maire, inclut notamment la signature de tous marchés, contrats, délégation de service public conventions documents administratifs ainsi que l'engagement de toutes dépenses relevant des domaines précisés à l'article 1^{er}.

Article 4 :

Dans le domaine défini à l'article 1^{er} Monsieur reçoit délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 2 avril 2008.

Article 5 :

Le présent arrêté abroge l'arrêté n° 2008/1205 du 04 avril 2008.

Article 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 18/02/2011

Madame le Maire



Hélène Mandroux

Publié le : 18/02/2011

Notifié le :

ARTICLE 4 – INTANGIBILITE DES CLAUSES

Toutes les clauses de la convention initiale, non modifiées par le présent avenant demeurent applicables.

ARTICLE 5 – ENTREE EN VIGUEUR

Le présent avenant prendra effet à compter de la notification qui sera faite, par la Collectivité à la Société, de la date à laquelle aura été reçue par le représentant de l'Etat.

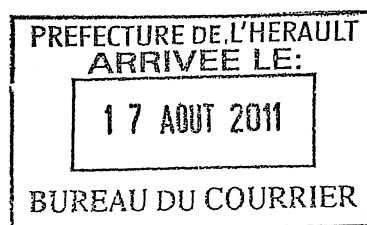
Etabli en 3 exemplaires originaux

A Montpellier, le 9 août 2011

La Société
Monsieur Thierry LAGET
Directeur Général



La Collectivité
Monsieur Philippe SAUREL
Adjoint au Maire de Montpellier,
Délégué à l'Urbanisme



VS

CONCESSION D'AMENAGEMENT

ZAC PORT MARIANNE
Parc Marianne et sa future extension,
avenue de la mer et
plaine du Mas de Carbonnier

AVENANT n° 6



SOCIETE D'EQUIPEMENT DE LA REGION
MONTPELLIERAINE
S.E.R.M.

COMMUNE DE MONTPELLIER

CONCESSION D'AMENAGEMENT
ZAC LA FONTAINE

AVENANT n° 8

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE:

17 AOUT 2011

BUREAU DU COURRIER

ARTICLE 1 – DUREE DE LA CONVENTION

L'article 6 est modifié comme suit :

« La durée de la convention est prorogée jusqu'au 31 décembre 2011. »

ARTICLE 2 - INTANGIBILITE DES CLAUSES

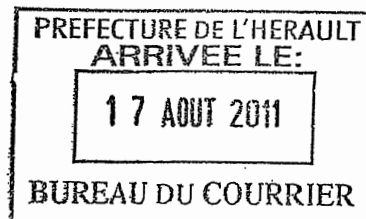
Toutes les autres clauses de la convention et de ses avenants successifs non modifiés par le présent avenant demeurent applicables.

ARTICLE 3 – ENTREE EN VIGUEUR

Le présent avenant deviendra exécutoire à compter de la notification qui sera faite par la Collectivité à la Société de la date à laquelle elle aura été reçue par le représentant de l'Etat.



A Montpellier, le 9 août 2011
En trois exemplaires



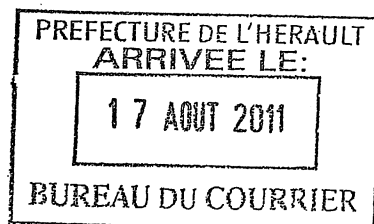
SOCIETE D'EQUIPEMENT DE
LA REGION MONTPELLIERAINE

VILLE DE MONTPELLIER

S.E.R.M.

CONCESSION D'AMENAGEMENT
ZAC PORT MARIANNE - RIVE GAUCHE

AVENANT n° 2



PS 72

9

ARTICLE 4 – INTANGIBILITE DES CLAUSES

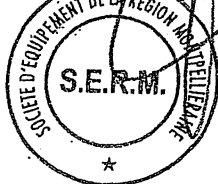
Toutes les clauses de la convention initiale, et de ses avenants successifs, non modifiées par le présent avenant demeurent applicables.

ARTICLE 5 – ENTREE EN VIGUEUR

Le présent avenant prendra effet à compter de la notification qui sera faite, par la Collectivité à la Société, de la date à laquelle aura été reçue par le représentant de l'Etat.

Etabli en 3 exemplaires originaux

La Société
Monsieur Thierry LAGET
Directeur Général



A Montpellier, le 9 août 2011,

La Collectivité
Monsieur Philippe SAUREL
Adjoint au Maire de Montpellier,
Délégué à l'Urbanisme



PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE:

17 AOUT 2011

BUREAU DU COURRIER

P.J. : Bilan financier prévisionnel

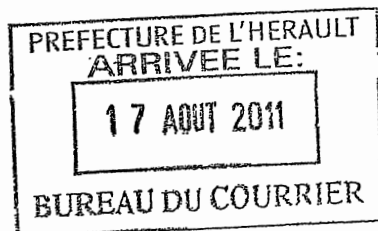
SOCIETE D'EQUIPEMENT
DE LA REGION MONTPELLIERAINE

COMMUNE DE MONTPELLIER

S.E.R.M.

CONCESSION D'AMENAGEMENT
ZAC PORT MARIANNE – CONSULS DE MER

AVENANT n° 10



12

DS

11

ARTICLE 1 – ECHEANCIER DE VERSEMENT DE LA PARTICIPATION DU CONCEDANT

L'échéancier de versement de la participation de la Collectivité tel que prévu à l'article 17 VI de la Convention Publique d'Aménagement et de ses avenants successifs est modifié comme suit :

ECHEANCIER	PARTICIPATION EN TVA €HT	PARTICIPATION HORS CHAMPS TVA €
Cumul au 31/12/2010	18 965 181	370 000
2011	4 164 000	
2012	1 895 219	
TOTAL	25 024 400	370 000
TOTAL CUMULE DES PARTICIPTIONS	25 394 400	

Son montant total est inchangé.

ARTICLE 2 – INTANGIBILITE DES CLAUSES

Toutes les clauses de la Convention Publique d'Aménagement en date du 6 septembre 2001, de ses avenants n° 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9 non modifiés par le présent avenant, demeurent applicables.

ARTICLE 3 – ENTREE EN VIGUEUR

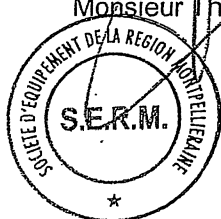
Le présent avenant prendra effet à compter de la notification qui sera faite, par la Collectivité à la Société, de la date à laquelle aura été reçue par le représentant de l'Etat.

Fait à Montpellier,
Le 9 août 2011

En trois exemplaires

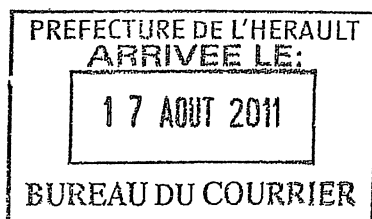
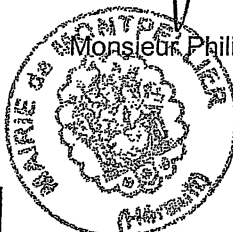
Pour la Société,
Le Directeur Général

Monsieur Thierry LAGET



Pour la Collectivité,
L'Adjoint au Maire
Délégué à l'Urbanisme

Monsieur Philippe SAUREL



PS

17

12

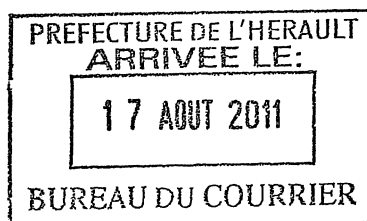
SOCIETE D'EQUIPEMENT DE
LA REGION MONTPELLIERAINE

VILLE DE MONTPELLIER

S.E.R.M.

CONCESSION PUBLIQUE D'AMENAGEMENT
ZAC NOUVEAU SAINT ROCH

AVENANT n° 1



12 11

13

ARTICLE 1 – PROGRAMME DES TRAVAUX A LA CHARGE DE L'AMENAGEUR

Il est prévu, pour des raisons de coordination et d'unité technique, de confier la réalisation de la galette en rez-de-chaussée au-dessus du parking enterré. Cette surface, de 7 000 m², sera principalement affectée à du commerce.

L'aménageur est ainsi chargé de la commercialisation de ces locaux. L'annexe 2 du traité s'en trouve ainsi modifiée.

La nouvelle Annexe 2, jointe au présent avenant, annule et remplace l'annexe 2 initiale à la concession d'aménagement.

ARTICLE 2 – INTANGIBILITE DES CLAUSES

Toutes les clauses de la convention initiale, non modifiées par le présent avenant demeurent applicables.

ARTICLE 3 – ENTREE EN VIGUEUR

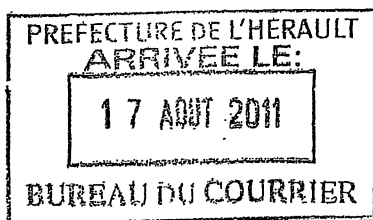
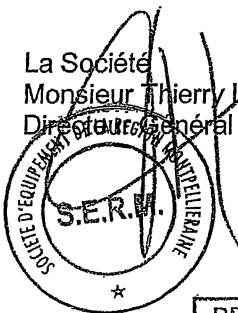
Le présent avenant deviendra exécutoire à compter de la notification qui sera faite, par la Collectivité à la Société, de la date à laquelle aura été reçue par le représentant de l'Etat.

Etabli en 3 exemplaires originaux

A Montpellier, le 9 août 2011

La Société
Monsieur Thierry LAGET
Directeur Général

La Collectivité
Monsieur Philippe SAUREL
Adjoint au Maire de Montpellier,
Délégué à l'Urbanisme



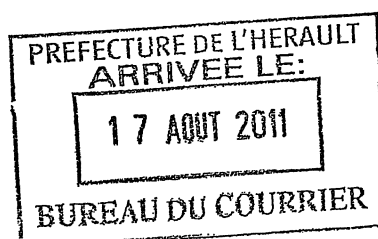
PJ : Annexe 2 à la concession d'aménagement

TL PS

14

**CONCESSION D'AMENAGEMENT
DANS LE CADRE DU PROJET DE RENOVATION
URBAINE
QUARTIER CEVENNES – PETIT BARD**

AVENANT n° 4



Handwritten initials: T and p1

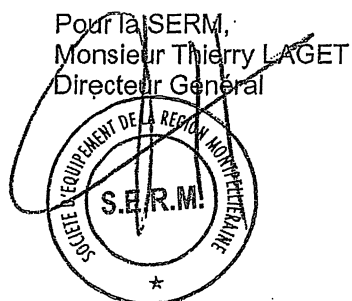
Handwritten number: 15

ARTICLE 3 – INTANGIBILITE DES CLAUSES

Tous les articles de la concession initiale suivie des avenants n° 1 et n° 2 et n° 3 non modifiés par le présent avenant demeurent inchangés et applicables.

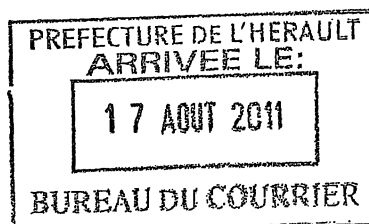
ARTICLE 4 – ENTRE EN VIGUEUR

Le présent avenant prendra effet après notification de la date à laquelle le présent avenant aura été reçu par le représentant de l'Etat.



Fait à Montpellier
Le 9 août 2011
en 3 exemplaires

Pour la Ville,
Monsieur Philippe SAUREL
Adjoint au Maire de Montpellier
Délégué à l'Urbanisme



PJ : bilan financier prévisionnel actualisé

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Frédéric Bazille et Rue Sainte Catherine

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réfection de la chaussée à la demande des Services Techniques Voirie ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **29 juillet 2011** inclus, la Rue Frédéric Bazille dans sa partie comprise entre la Rue Frédéric Peyson et la Rue Henri René est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite.
- le stationnement est interdit.

Article 2 :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **29 juillet 2011** inclus, la circulation est interdite Rue Sainte Catherine dans sa partie comprise entre la Rue Bastide et la Rue Frédéric Bazille. Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains, les véhicules de secours et de service public.

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Adolphe Mion, emprunte :

- le Boulevard Rabelais
- l'Avenue de Palavas
- le Boulevard de Strasbourg

et se termine sur la Rue Frédéric Bazille.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise BEC.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 1 juillet 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
le Premier Adjoint,
Serge FLEURENCE**

Publié le : 1102 '7100 7 -

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

PERMISSION DE VOIRIE

France Telecom Ingénierie Gestion Affaires

Rue Professeur Henri Serre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de la voirie routière ;
- Vu le code des postes et télécommunications ;
- Vu le code de la route ;
- Vu la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, relative à la coordination de la sécurité et de la protection de la santé sur les chantiers de bâtiments et de génie civil ;
- Vu le décret n°64-262 du 14 mars 1964 relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales ;
- Vu le décret n°2005-1676 du 16 décembre 2005, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.
- Vu la délibération du conseil municipal du 27 octobre 1992 relative à la maîtrise de l'encombrement du sous-sol ;
- Vu l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1^{er} Adjoint au Maire ;
- Vu l'arrêté municipal du 9 février 1987, relatif à l'occupation du sous-sol,
- Vu l'arrêté du 12/03/1998, publié au journal officiel le 19/03/1998, autorisant la société France Telecom Ingénierie Gestion Affaires à établir et à exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public ;
- Vu les avis des principaux maîtres d'ouvrage occupant la voirie communale recueillis suite à la commission de consultation du 12/12/1997, conformément à l'article R 141-14 du code de la voirie routière ;
- Vu le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) du 31/07/1998 et notamment le titre IV comportant le règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et l'arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique ;
- Vu la demande en date du mercredi 29 juin 2011 pour laquelle le maître d'ouvrage France Telecom Ingénierie Gestion Affaires dont le siège est situé Unité d'Intervention Languedoc Roussillon-707, Avenue du Marché Gare 34933 Montpellier Cedex 9, représentée par M. MORENO Alexis, demande l'autorisation d'occuper le domaine public routier communal ;
- Considérant que, pour les besoins d'exploitation de sa license d'opérateur de télécommunications, le pétitionnaire doit occuper le domaine public routier communal pour l'installation d'artères souterraines.

ARRETE

Article 1 - Permission de voirie.

La société, France Telecom Ingénierie Gestion Affaires, Unité d'Intervention Languedoc Roussillon-707, Avenue du Marché Gare 34933 Montpellier Cedex 9, ci-après désignée "le permissionnaire", est autorisée à occuper le domaine public routier communal sous réserve du respect des conditions techniques et de sécurité en vigueur d'une part et des conditions particulières ci-après d'autre part.

La présente autorisation est accordée, sauf dénonciation, pour une période qui prend effet à la date de signature du présent arrêté et expire à la date d'échéance de l'autorisation accordée au permissionnaire pour établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public.

Elle concerne les installations et ouvrages techniques désignés à l'article 2.

Elle ne peut être cédée par le permissionnaire à aucune autre personne physique ou morale sans le consentement préalable écrit de la Ville.

Elle est périmée de plein droit si le permissionnaire n'a pas engagé les travaux dans un délai de six mois suivant la date du présent arrêté.

Sa reconduction fait l'objet d'une demande du permissionnaire à la Ville, adressée six mois au moins avant la date d'échéance.

Article 2 - Nature et localisation des installations.

Nature : Telecom : Branchement linéaire.

Localisation : Rue Professeur Henri Serre.

Linéaire : 105 mètres.

N.B. : Toute installation supplémentaire venant s'ajouter, par la suite, au présent état doit faire l'objet d'une permission de voirie particulière qui est régie par les termes de la présente et prend fin à la même date.

Article 3 - Réalisation des ouvrages

Les ouvrages sont réalisés conformément aux plans de projet joints à la demande de permission de voirie susvisée. Toute modification à apporter le cas échéant, à titre provisoire ou définitif, aux voiries et accessoires ainsi qu'aux équipements de toute nature compris dans l'emprise du domaine public occupé doit être autorisée préalablement par la Ville. Les dépenses résultant de ces modifications sont à la charge du permissionnaire.

La nature et la qualité des matériaux utilisés ainsi que la profondeur des canalisations doivent être conformes au règlement de voirie. Si la profondeur des installations se révélait ultérieurement inférieure aux cotes prescrites, le permissionnaire devra les déplacer jusqu'à la côte requise.

Le permissionnaire respecte en permanence toutes les précautions nécessaires pour protéger et préserver le domaine public et les réseaux en place, pendant et après les travaux. A cette fin, il contacte préalablement les occupants du domaine public qui lui indiquent les dispositions techniques de protection des ouvrages à respecter. Il en tient compte pour l'élaboration de son projet et pour l'exécution des travaux. Il est également tenu de se conformer aux mesures particulières de sécurité prescrites par la réglementation en vigueur dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.

Durant les travaux, le permissionnaire observe les prescriptions qui lui sont imposées pour assurer la circulation et la sécurité des usagers du domaine public.

La permission de voirie ne donne pas autorisation d'ouverture de chantier ; l'engagement, l'exécution et l'achèvement des travaux doivent être conformes aux procédures et prescriptions définies par la réglementation communale régissant les interventions sur la voie publique (règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique).

Article 4 – Partage des installations.

A la demande de la ville et afin de limiter les ouvertures de tranchées, le permissionnaire s'engage à étudier la possibilité d'un partage des artères existantes avec tout opérateur autorisé en vertu de l'article L.33-1 du code des poste et télécommunications.

Par ailleurs, le permissionnaire informera la Ville de tout accord de partage de ses installations qu'il conclurait ultérieurement avec un occupant tiers.

Si l'octroi de la présente permission de voirie conduit à réserver à son profit l'usage de l'ensemble des capacités d'occupation du domaine public routier communal, le permissionnaire s'engage, à réaliser les travaux nécessaires permettant le partage ultérieur des installations.

Article 5 - Responsabilité.

Le permissionnaire maintient les lieux occupés en bon état de fonctionnement, d'entretien et de propreté pendant toute la durée de l'occupation.

Il demeure entièrement responsable des dépenses, dommages et préjudices ou accidents qui pourraient résulter de ses travaux ou de l'existence de ses ouvrages tant vis-à-vis de la Ville que des tiers.

La Ville ne peut en aucun cas être tenue responsable des dommages qui peuvent affecter les installations du permissionnaire du fait de l'usage de la voie publique.

Article 6 - Modification déplacement ou suppression des installations.

Exceptés l'intervention d'urgence prévue à l'article 8 ou les cas de maintenance et de réparation à l'identique des installations, le permissionnaire ne peut effectuer d'autres travaux visant à modifier, déplacer ou supprimer les installations sans le consentement préalable écrit de la Ville.

Outre le cas de force majeure, si des travaux conformes à la destination du domaine public occupé doivent être réalisés dans l'intérêt de ce domaine, le permissionnaire doit procéder, à ses frais et dans les délais convenus avec la Ville, au déplacement, à la modification ou à la suppression de ses installations sur le domaine public, sans qu'il puisse invoquer un droit à indemnité à l'encontre de la Ville.

Article 7 - Interventions d'urgence.

Dans le cas où une intervention d'urgence serait nécessaire, le permissionnaire est autorisé à réaliser les travaux indispensables, sous réserve d'en informer la Ville sans délai.

Article 8 - Recolement.

Dans les deux mois suivant la fermeture du chantier, le permissionnaire communique à la ville (service Voirie-Pôle Coordination Patrimoine) :

- Un plan de récolement des installations sur support papier à l'échelle 1/200^{ème}, ainsi que sous forme numérisée au format compatible avec le système d'informations géographiques de la Ville,
- Le linéaire du cheminement et les surfaces des chambres.

Le permissionnaire intégrera ces installations dans la base de données caractérisant les plans itinéraires.

Article 9 - Situation des ouvrages en fin de permission.

Avant l'expiration de la présente autorisation, ou si l'exploitation des installations est abandonnée avant cette date, la Ville et le permissionnaire conviennent de se rapprocher pour discuter du devenir des installations.

Dans l'hypothèse où ces installations ne feraient pas l'objet d'une reconduction de permission de voirie liée au renouvellement de la licence d'opérateur par l'autorité de tutelle, elles seraient soit rétrocédées à la Ville sans dédommagement du permissionnaire, soit déposées et les lieux occupés remis en l'état initial, aux frais du permissionnaire.

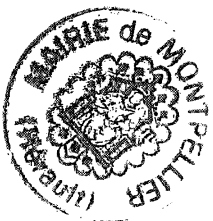
Article 10 - Règlement des litiges.

Toutes les contestations qui peuvent s'élever entre la Ville et le permissionnaire au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente permission seront soumises aux juridictions compétentes.

Article 11 - Exécution.

Ampliation du présent arrêté sera adressée, pour exécution, chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Directeur Général des Services de la mairie, Monsieur le Trésorier Payeur Municipal et au Permissionnaire.

Montpellier, le vendredi 1 juillet 2011



**Pour Madame le Maire et par délégation,
Le Premier Adjoint au Maire,**

Serge FLEURENCE

Publié le : - 5 JUIL. 2011

Notifié le :

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5715

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Edouard Roche

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de branchement à la demande de VEOLIA ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **04 juillet 2011** et jusqu'au **08 juillet 2011** inclus, Rue Edouard Roche, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de VEOLIA.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 01 juillet 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
le Premier Adjoint,
Serge FLEURENCE**

Publié le : - 4 JUIL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5714

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Draperie Saint Firmin et Rue Rebuffy

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement d'un vide grenier ;

Arrête :

Article 1er :

Le **17 juillet 2011 de 14h à 18h**, la circulation est interdite Rue Draperie Saint Firmin

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Saint Guilhem, emprunte :

- la Rue Sainte Anne
- la Rue Sainte Anne
- la Rue Ranchin
- la Rue du Bayle

et se termine sur la Rue Saint Firmin.

Article 3 :

Le **17 juillet 2011 de 14h à 18h**, Rue Rebuffy en direction de la Rue de la Draperie saint Firmin, une mise en impasse est instituée en direction de la Rue de la Draperie saint Firmin.

Une déviation est mise en place et emprunte la Rue Rebuffy et la Rue du Bayle.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'Association des enfants de l'Ecusson

Article 6 :

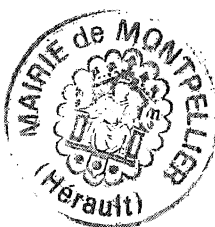
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 1er juillet 2011

Madame le Maire




Hélène MANDROUX
Et par délégation
le Premier Adjoint,
Serge FLEURENCE

Publié le : - 4 JUIL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5716

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue de l'Ecole d'Agriculture-Gabriel Buchet et Rue de Vermelles

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau électrique à la demande de ERDF ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **04 juillet 2011** et jusqu'au **15 juillet 2011** inclus, la Rue de Vermelles dans sa partie comprise entre l'Avenue de l'Ecole d'Agriculture-Gabriel Buchet et la Rue de Ciry-Salsogne est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue de Vermelles, emprunte :

- l'Allée des Amaryllis
- la Rue des Amaryllis

et se termine sur l'Avenue de l'Ecole d'Agriculture-Gabriel Buchet.

Article 3 :

À compter du **04 juillet 2011** et jusqu'au **15 juillet 2011** inclus, l'Avenue de l'Ecole d'Agriculture-Gabriel Buchet est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ERDF.

Article 6 :

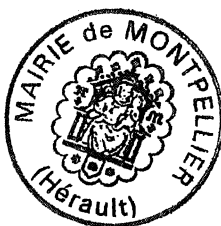
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

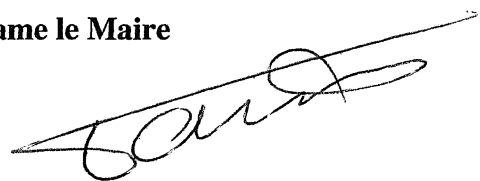
Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 1 juillet 2011

Madame le Maire




Hélène MANDROUX
Et par délégation
le Premier Adjoint,
Serge FLEURENCE

Publié le :

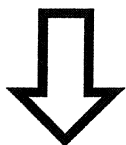
4 - JUL., 2011

1

Ville de
Montpellier



**Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**



Dossier suivi par : ST
Poste : 7529
Envoi Bordereau le : 01/07/2011

**BORDEREAU DE
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n° 2011/1740/T/R

2

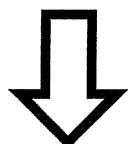
Elu :

Monsieur Max LEVITA

Signature (obligatoire)

Le 01/07/2011

M. LEVITA
Adjoint au Maire



3

**Retour Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires
de plein droit à leur notification aux intéressés.

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Allée des Magnolias

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8, R. 413-1, R. 415-7, R. 417-11, R. 417-12 et R.411-7 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

Un sens unique est institué Allée des Magnolias depuis la Rue des Palmiers vers et jusqu'à la Route de Ganges.

Article 2 :

La vitesse maximale autorisée est fixée à 10 Km/h Allée des Magnolias.

Article 3 :

Il est interdit de tourner à gauche dans la Route de Ganges pour tous les véhicules venant de l'Allée des Magnolias.

Article 4 :

À l'intersection de l'Allée des Magnolias et de la Route de Ganges, les conducteurs circulant sur l'Allée des Magnolias sont tenus de céder le passage aux autres véhicules.

Article 5 :

Le stationnement est autorisé dans les emplacements matérialisés au sol Allée des Magnolias des deux côtés .

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 6 :

Les personnes à mobilité réduite ont 1 place réservée Allée des Magnolias côté pair au droit du n° 2.

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Les véhicules des personnes à mobilité réduite doivent être munis de la carte de stationnement pour personnes handicapées apposée sur le pare-brise.

Article 7 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

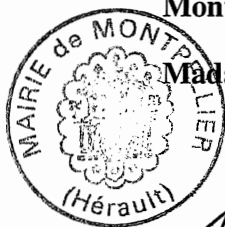
Article 8 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 9 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 1 juillet 2011



Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publié le : 21 JUL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue du Professeur Grasset

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de tirage de câbles à la demande de France Télécom ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **19 juillet 2011** et jusqu'au **26 juillet 2011** inclus, la circulation est interdite Avenue du Professeur Grasset dans sa partie comprise entre la Rue de l'Ecole Normale et la Rue Crova

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue du Professeur Grasset, emprunte :

- la Rue de l'Ecole Normale
- la Rue Crova

et se termine sur l'Avenue du Professeur Grasset.

Article 3:

À compter du **19 juillet 2011** et jusqu'au **26 juillet 2011** inclus, la circulation est interdite Avenue du Professeur Grasset dans sa partie comprise entre la Place Emile Martin et la Rue Sébastien Lenormand.

Article 4 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue du Professeur Grasset, emprunte :

- la Rue Edouard Marsal
- la Rue Emile Duployé

et se termine sur la Rue Pierre d'Adhémar.

Article 5:

À compter du **19 juillet 2011** et jusqu'au **26 juillet 2011** inclus de 20h00 à 06h00, la circulation est interdite Avenue du Professeur Grasset dans sa partie comprise entre la Rue Crova et la Rue Pierre d'Adhémar.

Article 6 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la rue Crova, emprunte :

- la Rue Ecole Normale
- l'Avenue Charles Flahault

et se termine sur la Rue Pierre d'Adhémar.

Article 7 :

À compter du **19 juillet 2011** et jusqu'au **26 juillet 2011** inclus, Avenue du Professeur Grasset, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 8 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 9 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de France Télécom

Article 10 :

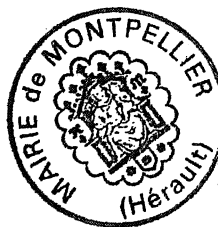
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 11 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 4 juillet 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX
Et par délégation
l'Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le : - 7 JUIL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5725

Arrêté temporaire Mesures de stationnement Rue du Languedoc et Boulevard Benjamin Milhaud

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté en raison des travaux de modification du réseau gaz à la demande de Grdf ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **11 juillet 2011** et jusqu'au **02 août 2011** inclus le stationnement est interdit :

-Boulevard Benjamin Milhaud, du n°18 au n°20

-Rue du Languedoc, des deux côtés de la voie, sur une longueur de 20 mètres depuis le Boulevard Benjamin Milhaud.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Tétrad.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 4 juillet 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX
Et par délégation
l'Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le : - 7 JUL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5727

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Boulevard Benjamin Milhaud Rue de Catalogne

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8, R. 415-7 et R.411-7 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur les voies du présent arrêté, en raison des travaux de modification du réseau gaz à la demande de Grdf ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **02 août 2011** inclus, la circulation est interdite Boulevard Benjamin Milhaud dans sa partie comprise entre la Rue Boussinesq et la Rue du Languedoc, dans le sens de la Rue Boussinesq vers la Rue du Languedoc.

Article 2 :

La déviation des véhicules empruntant habituellement cette portion de voie se fera par la Rue Boussinesq, la Place Marcel Galot et l'Avenue de l'Ecole d'Agriculture Gabriel Buchet.

Article 3 :

Du **18 juillet 2011** au **02 août 2011** une interdiction de tourner à gauche sur le Boulevard Benjamin Milhaud est instituée pour les véhicules venant de la Rue de Catalogne.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Tétrad.

Article 6 :

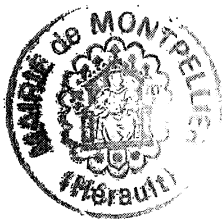
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 4 juillet 2011

Madame le Maire




Hélène MANDROUX
Et par délégation
l'Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le : 07 JUIL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5726

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Georges Brassens

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T5192 du **26 avril 2011** ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max Levita, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de pose d'une vanne GAZ, à la demande de GRDF Ingénierie ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **15 juillet 2011** les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T5192 du **26 avril 2011** sont prorogées jusqu'au **02 septembre 2011** inclus.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 4 Juillier 2011
Madame le Maire
Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA



Publié le : 17 Juin 2011
17 Juin 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Allée de la Méditerranée

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagements de la piste cyclable à la demande de la SERM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **06 juillet 2011** et jusqu'au **30 juillet 2011** inclus, la circulation est interdite Allée de la Méditerranée dans sa partie comprise entre la Rue de Chio et l'Avenue Théroigne de Méricourt

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Allée de la Méditerranée, emprunte :

- la Rue Wangari Maathai
- l'Avenue Théroigne de Méricourt

et se termine sur l'Allée de la Méditerranée.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la SERM.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 4 juillet 2011



Madame le Maire

Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le : / 7 JUIN 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement La voie de desserte du parking situé face aux n° 35 à 85 de l'avenue de Boirargues

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max Lévia ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement des travaux d'aménagements de voirie ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **06 juillet 2011** et jusqu'au **22 juillet 2011** inclus, la voie de desserte du parking situé face aux n° 35 à 85 de l'avenue de Boirargues est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise de voirie.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

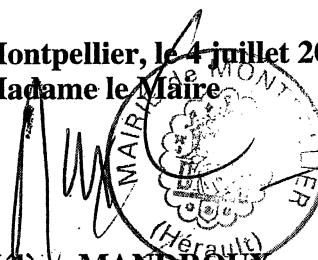
Montpellier, le 4 juillet 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Et par délégation

Max LEVITA



Publié le : 5 - JUL. 2011



SONORISATION de la VOIE PUBLIQUE

« Cinéma sous les étoiles »

Direction de la Culture et du Patrimoine de la Ville de
Montpellier

Du lundi 1er août 2011 au vendredi 12 août 2011

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-24, L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2213-1 et L. 2213-2 ;

- VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles R.1334-30 et suivants et R. 1337-6 et suivants.

- VU l'arrêté préfectoral n° 90-1-1218 du 25 avril 1990 relatif à la lutte contre le bruit et notamment son article 2 qui interdit sur la voie publique les bruits gênants provenant de dispositifs de diffusion sonore par haut parleur ;

- VU l'arrêté préfectoral modificatif n° 90-1-2153 du 12 juillet 1990 prévoyant des dérogations accordées par le Maire lors de circonstances particulières telles que les manifestations commerciales ;

- VU l'arrêté n° 2009/28 donnant délégation de signature à Madame Régine SOUCHE, Adjointe Déléguée ;

- **CONSIDERANT** la demande formulée par la Direction de la Culture et du Patrimoine de la Ville de Montpellier, à l'occasion de l'opération « Cinéma sous les étoiles », de sonoriser l'espace public de la Place Dyonisos du lundi 1^{er} août 2011 au vendredi 12 août 2011, de 22 heures à 1 heure du matin.

Arrête :

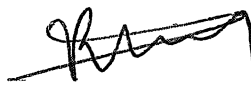
Article 1er.- L'animation sonore sur la voie publique, organisée par la Direction de la Culture et du Patrimoine de la Ville de Montpellier, à l'occasion de l'opération « Cinéma sous les étoiles », sera autorisée du lundi 1^{er} août 2011 au vendredi 12 août 2011, de 22 heures à 1 heure du matin, sur l'espace public de la Place Dyonisos.

Article 2.- Toutes les précautions seront prises pour que l'intensité de la sonorisation ne soit pas de nature à porter atteinte à la tranquillité du voisinage ou à la santé de l'homme conformément aux textes en vigueur. En particulier, en cas de diffusion de musique amplifiée, les moyens seront mis en œuvre pour que le niveau moyen de pression acoustique ne dépasse pas, à 1 mètre des enceintes, 93 dB(A) en niveau moyen par période de 10 minutes.

Article 3.- M. le Directeur Général des Services de la Mairie, M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 4 juillet 2011

Pour Madame le Maire,
Madame l'Adjointe Déléguée,



Régine SOUCHE

Notifié le : 5/07/11

DELAIS ET VOIES DE RECOURS:

Le Maire de la Ville de Montpellier informe que le présent acte peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa publication (actes réglementaires) ou de sa notification (actes individuels) :

- soit d'un recours gracieux auprès du Maire.
- soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, directement sans recours gracieux dans le délai de deux mois précité, ou à l'issue d'un recours gracieux, dans un délai de deux mois soit à compter de la notification d'une réponse expresse, soit à compter d'un refus tacite (constitué si l'administration ne répond pas au recours gracieux dans le délai imparti).

ATTESTATION D’AFFICHAGE
AVIS RELATIF A LA CONSULTATION DU RECUEIL
DES ACTES ADMINISTRATIFS DE MONTPELLIER
AGGLOMERATION DU MOIS D’AVRIL 2011

Je soussignée, Mademoiselle Clémentine PAPA, Chef du service de l’Assemblée, déléguée par arrêté municipal n° 2011/1346/T/R en date du 18/05/2011.

Atteste par la présente que l’avis relatif à la mise à disposition du public au siège de la Communauté d’Agglomération de Montpellier du Recueil des Actes Administratifs du Recueil des Actes Administratifs du mois d’avril 2011 a été affiché conformément aux dispositions en vigueur le 4 juillet 2011, sur les panneaux officiels prévus à cet effet.

Cet avis sera affiché pour une période de deux mois, soit jusqu’au 4 septembre 2011.

Fait à Montpellier, le 4 juillet 2011

Pour Madame le Maire et par délégation,
La Chef du service de l’Assemblée



Clémentine PAPA



**Montpellier
Agglomération**

RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC DE TRAITEMENT ET DE COLLECTE DES ORDURES MENAGERES

**RAPPORT DES DELEGATAIRES
TAM TRANSDEV
AMETYST
SOMIMON
VERT MARINE
SEAMAN**

EXERCICE 2010

AVIS D'INFORMATION

Conformément aux dispositions de l'article L.1411-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, les rapports des Délégués TaM Transdev, Amétyst, SOMIMON, Vert Marine et Seaman, et le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de traitement et de collecte des ordures ménagères de l'exercice 2010 sont mis à la disposition du public du lundi au vendredi de 09h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00 au siège de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, 50 place Zeus, 1^{er} étage, Direction des Affaires Juridiques ainsi que dans les mairies des Communes membres.



Montpellier
Agglomération

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

AVIS D'INFORMATION

Conformément aux dispositions combinées des articles L. 5211- 47 et R. 5211- 41, le Recueil des Actes Administratifs du mois d'avril 2011 est mis à la disposition du public du lundi au vendredi de 09h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00 au siège de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, 50 place Zeus, 1^{er} étage, Direction des Affaires Juridiques.

ATTESTATION D’AFFICHAGE
Avis relatif à la consultation des rapports des Délégués
d’Amétyst, TaM Transdev, SOMIMON, Vert Marine et
Seaman de l’exercice 2010 et du rapport annuel sur le prix
et la qualité du service de traitement et de collecte des
ordures ménagères de l’exercice 2010


Je soussignée, Mademoiselle Clémentine PAPA, Chef du service de l’Assemblée, déléguée par arrêté municipal n° 2011/1346/T/R en date du 18/05/2011.

Atteste par la présente que l’avis relatif à la consultation des rapports des Délégués d’Amétyst, TaM Transdev, SOMIMON, Vert Marine et Seaman ainsi que le rapport annuel sur le prix et la qualité du service de traitement et de collecte des ordures ménagères de l’exercice 2010 a été affiché conformément aux dispositions en vigueur le 4 juillet 2011, sur les panneaux officiels prévus à cet effet.

Cet avis sera affiché pour une période d’un mois, soit jusqu’au 4 août 2011.

Fait à Montpellier, le 4 juillet 2011

Pour Madame le Maire et par délégation,
La Chef du service de l’Assemblée



Clémentine PAPA

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté permanent Voie Verte Passage de l'Ubac

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 110-2, R. 411-25, R. 411-8, R. 412-7 et R. 417-10 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions pour réserver certaines voies à la circulation exclusive des véhicules non motorisés et des piétons ;

Arrête :

Article 1er :

Une voie verte réservée à la circulation des piétons et des véhicules non motorisés est créée. Elle emprunte :

- le Passage de l'Ubac

L'arrêt ou le stationnement d'un véhicule sur cette voie sera considéré comme gênant .

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

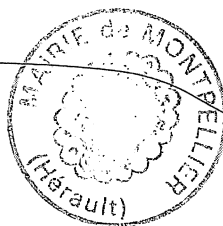
Article 4 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 4 juillet 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publié le :

12 1 JUL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Rue des Avant-Monts

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8, R. 413-1, R. 417-11 et R. 417-12 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication, livre 1, sixième partie, feux de circulation permanents et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h Rue des Avant-Monts.

Article 2 :

La circulation des véhicules est réglementée par des feux tricolores circulaires à l'intersection de la Rue des Avant-Monts, de l'Avenue du Professeur Louis Ravaz et de la Rue Charles-Thomas Thibault.

En cas de non fonctionnement des signaux lumineux ou de leur mise en clignotant jaune les conducteurs abordant cette intersection sont tenus de céder le passage aux véhicules venant par la droite.

Article 3 :

Les personnes à mobilité réduite ont 1 place réservée Rue des Avant-Monts côté impair à proximité de l'intersection avec le Passage de l'Ubac.

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Les véhicules des personnes à mobilité réduite doivent être munis de la carte de stationnement

pour personnes handicapées apposée sur le pare-brise.

Article 4 :

Le stationnement est autorisé dans les emplacements matérialisés au sol Rue des Avant-Monts côté impair dans sa partie comprise entre l'Avenue du Professeur Louis Ravaz et le Passage de l'Ubac.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 6 :

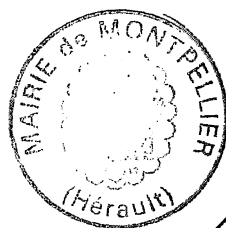
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 4 juillet 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publié le : 21 JUL 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Rue Lakanal

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122.22 et L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8, R. 413-1, R. 415-7, R. 417-10, R. 417-11, R. 417-12, R. 417-3 et R.411-7 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication, livre 1, sixième partie, feux de circulation permanents et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU l'arrêté municipal du 10 novembre 2009, N°2009/NT/R/DGU-P237, portant réglementation du stationnement payant sur voirie dans les voies de Montpellier ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

Un sens unique est institué Rue Lakanal depuis la Rue du Faubourg Boutonnet vers et jusqu'à la Rue Proudhon.

Article 2 :

La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h Rue Lakanal dans sa partie comprise entre la Place Henri Krasucki et la Rue de la Tuilerie.

Article 3 :

Il est interdit de tourner à droite :

- dans la Rue Achille Bégé pour tous les véhicules venant de la Rue Lakanal ;
- dans la Rue Proudhon pour tous les véhicules venant de la Rue Lakanal.

Article 4 :

La circulation des véhicules est réglementée par des feux tricolores circulaires :

- à l'intersection de la Rue Ferdinand Fabre et de la Rue Lakanal
- à l'intersection de la Rue de Villefranche et de la Rue Lakanal

En cas de non fonctionnement des signaux lumineux ou de leur mise en clignotant jaune les conducteurs abordant cette intersection sont tenus de céder le passage aux véhicules venant par la droite.

Article 5 :

À l'intersection de la Rue Lakanal et de la Rue Proudhon, les conducteurs circulant sur la Rue Lakanal sont tenus de céder le passage aux autres véhicules.

Article 6 :

Le stationnement payant de tous les véhicules est autorisé dans la zone courte durée, aux emplacements prévus à cet effet Rue Lakanal :

- côté impair dans sa partie comprise entre la Rue Jeanne Jugan et le n° 2 ;
- des deux côtés dans sa partie comprise entre le n°46 (non compris) et la Rue des Abeilles ;
- côté pair dans sa partie comprise entre la Rue de la Tuilerie et la Rue Jeanne Jugan et dans sa partie comprise entre la Rue des Abeilles et le n° 63 bis.

Ces dispositions sont applicables **de 9h à 18h et sauf dimanche et jours fériés.**

Tout stationnement d'un véhicule excédant 48 heures sera considéré comme abusif.

Le stationnement est limité à 2 heures et soumis au paiement de la redevance correspondante. Le paiement s'effectue au moyen d'horodateurs implantés dans la zone de stationnement. Le ticket délivré est apposé par les automobilistes derrière le pare-brise de manière à être visible et lisible de l'extérieur du véhicule.

Tout stationnement d'un véhicule ne respectant pas les dispositions de durée et de paiement prévus à l'alinéa précédent sera considéré comme abusif et passible de mise en fourrière immédiate.

Une tarification et une durée spécifiques sont applicables pour le stationnement résidentiel dans cette zone selon les modalités définies lors de la délibération municipale visée ci-dessus.

Article 7 :

Les personnes à mobilité réduite ont un emplacement réservé Rue Lakanal :

- côté impair au n° 29 (1 place(s)) ;
- côté pair au n° 44 bis (2 place(s)) et au n° 63 bis (1 place(s)).

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Les véhicules des personnes à mobilité réduite doivent être munis de la carte de stationnement pour personnes handicapées apposée sur le pare-brise.

Article 8 :

Les véhicules de livraison ont 1 place réservée Rue Lakanal côté impair au n° 44 bis.

Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 20h00 tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non

respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 9 :

L'arrêt et le stationnement sont interdits Rue Lakanal des deux côtés dans sa partie comprise entre le n° 1 et la Rue Proudhon.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 10 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 11 :

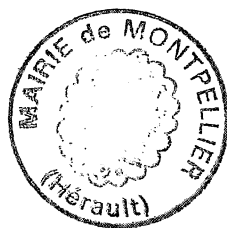
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 12 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 4 juillet 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publié le : 21 JUL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue de Salaison

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de branchement EDF à la demande de ERDF. ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **04 juillet 2011** et jusqu'au **29 juillet 2011** inclus, Rue de Salaison dans sa partie comprise entre l'Avenue de la Pompignane et la Rue de Pinville, la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.

Article 2 :

À compter du **04 juillet 2011** et jusqu'au **29 juillet 2011** inclus, Rue de Salaison dans sa partie comprise entre l'Avenue de la Pompignane et la Rue de Salaison, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ERDF.

Article 5 :

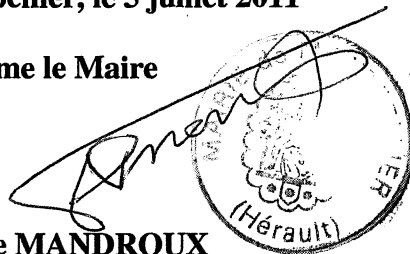
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 5 juillet 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX
Et par délégation
le Premier Adjoint,
Serge FLEURENCE

Publié le :

30-JUN 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de la Roqueturière

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau télécom à la demande de France Télécom Exploitation Maintenance.

Arrête :

Article 1er :

À compter du **11 juillet 2011** et jusqu'au **22 juillet 2011** inclus, la Rue de la Roqueturière au niveau du n°140 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SLA.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 5 juillet 2011

Madame le Maire




Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le : 07 JUIL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Lallemand

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de renouvellement de branchements à la demande de VEOLIA ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **11 juillet 2011** et jusqu'au **29 juillet 2011** inclus, la circulation est interdite Rue Lallemand

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Saint Pierre, emprunte :

- la Rue du Cardinal de Cabrières
- et se termine sur la Rue Abbé Marcel Montels.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de VEOLIA.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 5 juillet 2011

Madame le Maire




Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le :

07 JUIL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5731

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue des Deux Ponts

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de ravalement à la demande de Madame Catherine COU ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **09 juillet 2011** et jusqu'au **30 juillet 2011** inclus, Rue des Deux Ponts côté impair dans sa partie comprise entre la Rue des Aiguerelles et la Rue Henri René au droit du numéro 15 sur deux places de stationnement entre le 11 et le numéro 17, le stationnement est interdit. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur

Article 4 :

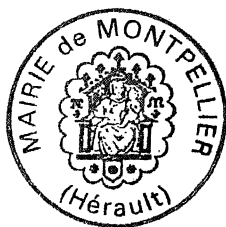
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 05 juillet 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le : - 8 JUL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Circulation alternée Rue de la Carriérasse

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux sur le réseau télécom à la demande de France Télécom Exploitation Maintenance.

Arrête :

Article 1er :

À compter du **08 juillet 2011** et jusqu'au **15 juillet 2011** inclus, Rue de la Carriérasse, la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SLA.

Article 4 :

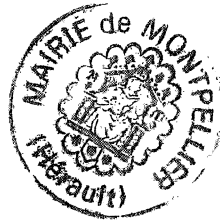
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 5 juillet 2011

Madame le Maire




Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le :

07 JUIL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5734

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue du Pont Juvénal

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de raccordement neuf de branchement particulier à la demande de VEOLIA ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 18 juillet 2011 et jusqu'au 29 juillet 2011 inclus, Avenue du Pont Juvénal dans les deux sens, dans sa partie comprise entre la Rue de Tarragone et l'Avenue des Etats du Languedoc, chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale.
Ces dispositions sont applicables de 8h à 18h.

Article 2 :

À compter du 18 juillet 2011 et jusqu'au 29 juillet 2011 inclus, Avenue du Pont Juvénal dans sa partie comprise entre la Rue de Tarragone et l'Avenue des Etats du Languedoc, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.
Ces dispositions sont applicables de 8h à 18h.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

Article 5 :

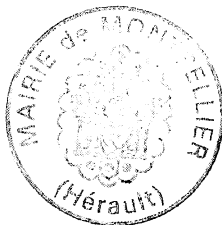
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Général des Services de la Ville est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 05 juillet 2011

Madame le Maire




**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le : - 8 JUIL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue du Vert-Bois

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau télécom à la demande de France Télécom Exploitation Maintenance.

Arrête :

Article 1er :

À compter du **08 juillet 2011** et jusqu'au **15 juillet 2011** inclus, l'Avenue du Vert-Bois dans sa partie comprise entre la Rue Prosper Lissagaray et la Rue Ali Ben Chekhal est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SLA.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 5 juillet 2011

Madame le Maire




Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le :

07 JUIL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5736

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Stop Avenue du Professeur Grasset et Rue Arnaud de Villeneuve

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 415-6 et R.411-7 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 4 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

Du **08 août 2011** au **28 août 2011** à l'intersection de l'Avenue du Professeur Grasset et de la Rue Arnaud de Villeneuve, les conducteurs circulant sur la Rue Arnaud de Villeneuve sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM

Article 4 :

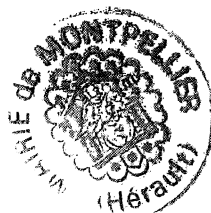
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 5 juillet 2011

Madame le Maire




Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le :

07 JUL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Voies diverses

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux du giratoire d'Alco à la demande du CG 34 ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **24 juillet 2011** inclus, la circulation est interdite Avenue des Moulins dans sa partie comprise entre le rond point Blayac et Rond-point du H.
Ces dispositions sont applicables **à partir de 5h00.**

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue d'Alco, emprunte :

- la voie réservée aux transports en commun
- et se termine sur Rond-point du H.

Article 3 :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **24 juillet 2011** inclus, Avenue des Moulins depuis rond-

point du Chateau d'Ô vers et jusqu'à Rond-point du H, chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale.

Ces dispositions sont applicables à partir de 5h00.

Article 4 :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **24 juillet 2011** inclus, la circulation est interdite Avenue des Moulins depuis Rond-point du H vers et jusqu'à la Rue Jean Bart (sortie sur l'avenue des Moulins)

Ces dispositions sont applicables à partir de 5h00.

Article 5 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur Rond-point du H, emprunte :

- la Rue Jean Bart
- Rond-point La Pérouse
- la Rue Jean Bart

et se termine sur l'Avenue des Moulins.

Article 6 :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **24 juillet 2011** inclus, Rond-point du H dans sa partie comprise entre l'Avenue des Moulins et la voie réservée aux transports en commun, 2 voies de droite sont interdites à la circulation générale.

Ces dispositions sont applicables à partir de 5h00.

Article 7 :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **24 juillet 2011** inclus, Rue Jean Bart depuis Rond-point La Pérouse vers et jusqu'à Rond-point d'Alco, un sens interdit est institué.

Ces dispositions sont applicables à partir de 5h00.

Article 8 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 9 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du CG 34

Article 10 :

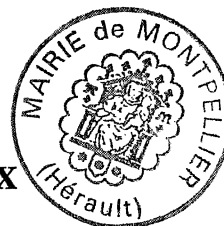
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 11 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 05 juillet 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le :

6 - JUL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5738

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue d'Alco, Avenue de Lodève et Rue de Las Sorbes

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **06 août 2011** inclus, Avenue de Lodève depuis la Rue d'Alco vers et jusqu'à la Rue de Las Sorbes, un sens unique est institué.

Article 2 :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **06 août 2011** inclus, Rue d'Alco depuis la Rue Marius Carrieu vers et jusqu'à l'Avenue de Lodève, un sens unique est institué.

Article 3 :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **06 août 2011** inclus, Rue de Las Sorbes depuis l'Avenue de Lodève vers et jusqu'à l'Avenue Saint Clément, un sens unique est institué.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 5 juillet 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le : 6 - juil 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5732

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue du Professeur Blayac, Avenue des Moulins et la voie réservée aux transports en commun

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux du rond point d'Alco à la demande du CG 34 ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **24 juillet 2011** inclus, l'Avenue des Moulins depuis le rond point de Blayac vers et jusqu'à la Rue d'Alco est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- les voies de droite sont interdites à la circulation générale ;
Ces dispositions sont applicables **à partir de 5h00.**
- Circulation : inversion du sens de circulation coté gauche.

Article 2 :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **24 juillet 2011** inclus, Avenue des Moulins depuis le rond point de Blayac vers et jusqu'à Rond-point du H, la circulation est interdite.
Ces dispositions sont applicables **à partir de 5h00.**

Article 3 :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **24 juillet 2011** inclus, Circulation :

- la voie réservée aux transports en commun dans sa partie comprise entre Avenue des Moulins et Rond-point du H
, sera mise en double sens

Article 4 :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **24 juillet 2011** inclus, Circulation : le rond point de Blayac dans sa partie comprise entre la Rue du Professeur Blayac et l'Avenue des Moulins
, la circulation sera mise à double sens

Article 5 :

Les déviations suivantes sont mises en place :

- " giratoire Blayac vers giratoire H " par :
 - la voie réservée aux transports en commun
- " giratoire du H vers giratoire de Blayac " par :
 - l'Avenue des Moulins
- " giratoire du H vers la rue d'Alco " par :
 - la voie réservée aux transports en commun

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 7 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 8 :

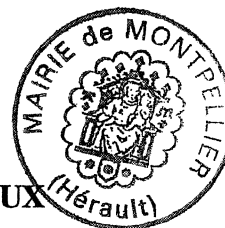
La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du CG 34

Article 9 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 5 juillet 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le :

6 - JUL. 2011

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Avenue des Moulins,
Rond-point d'Alco,
Rue Jean Bart
et la voie réservée aux transports**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 et L 3221.4 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux du rond point d'alco à la demande de CG 34 ;

Arrêtent :

Article 1er :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **24 juillet 2011** inclus, la voie réservée aux transports, la circulation est interdite.
Ces dispositions sont applicables **à partir de 5h00.**

Article 2 :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **24 juillet 2011** inclus, Circulation :

- Rond-point du H depuis l'Avenue des Moulins vers et jusqu'à la Rue Jean Bart, double sens institué dans le rond point

Article 3 :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **24 juillet 2011** inclus, la circulation est interdite Rue

Jean Bart depuis Rond-point La Pérouse vers et jusqu'à Rond-point du H
Ces dispositions sont applicables **à partir de 5h00.**

Article 4 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur Rond-point La Pérouse, emprunte :

- la Rue Jean Bart
- l'Avenue des Moulins
- l'Avenue du Château d'O
- l'Avenue des Moulins

et se termine sur Rond-point du H.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du CG 34

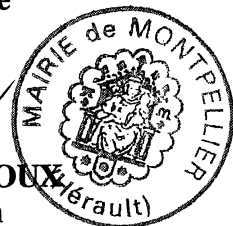
Article 8 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 5 juillet 2011

Madame le Maire


Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA



Publié le :

6 juillet 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de Las Sorbes

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau d'eau à la demande de VEOLIA ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **07 juillet 2011** et jusqu'au **13 juillet 2011** inclus, la Rue de Las Sorbes dans sa partie comprise entre la Rue des Térébinthes et l'Impasse de Las Sorbes est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de VEOLIA.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 5 juillet 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le :

5 - JUL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Avenue du XV de France

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8, R. 413-1, R. 415-7, R. 417-10, R. 417-12, R. 431-9 et R.411-7 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h Avenue du XV de France.

Article 2 :

À l'intersection de l'Avenue du XV de France et de la Rue du Pas du Loup, les conducteurs circulant sur l'Avenue du XV de France sont tenus de céder le passage aux autres véhicules.

Article 3 :

Il est créé une bande cyclable bidirectionnelle réservée exclusivement aux cycles à deux ou trois roues Avenue du XV de France côté pair sur trottoir.

Article 4 :

Le stationnement est autorisé dans les alvéoles aménagées Avenue du XV de France des deux côtés .

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et

gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 5 :

Les véhicules de transport en commun ont un emplacement réservé Avenue du XV de France côté impair au n° 77 (1 place(s)) et côté pair au n° 57 (1 place(s)).

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 7 :

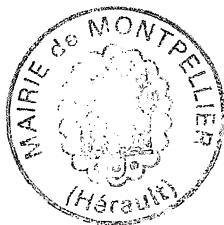
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 8 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 5 juillet 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publié le : 16 JUIL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Rue de Cheng-Du

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-3, R. 411-8, R. 413-1, R. 415-6, R. 415-7, R. 417-11, R. 417-12, R. 431-9 et R.411-7 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

La zone définie par Rue de Cheng-Du dans sa partie comprise entre la Place Fourier et l'Impasse des Numides constitue une aire piétonne.

Article 2 :

L' accès à l'aire piétonne s'effectue du côté de la Place Fourier.

Article 3 :

La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h Rue de Cheng-Du dans sa partie comprise entre la Rue Rouget de Lisle (intersection située à proximité de la Rue du Palais d'Été) et la Place Fourier et dans sa partie comprise entre la Rue Rouget de Lisle (intersection située à proximité de l'Impasse Chaldée) et l'Impasse des Numides.

Article 4 :

La Rue Cheng-Du est une voie en impasse entre la Rue Rouget de Lisle (intersection située à proximité de la Rue du Palais d'Eté) et la Place Fourier.

Article 5 :

À l'intersection de la Rue de Cheng-Du et de la Rue du Pas du Loup, les conducteurs circulant sur la Rue de Cheng-Du sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 6 :

À l'intersection de la Rue Rouget de Lisle (intersection située à proximité de la Rue du Palais d'Eté) et de la Rue de Cheng-Du, les conducteurs circulant sur la Rue de Cheng-Du sont tenus de céder le passage aux autres véhicules.

Article 7 :

À l'intersection de la Rue de Cheng-Du et de la Rue Rouget de Lisle (intersection située à proximité de l'Impasse Chaldée), les conducteurs circulant sur la Rue de Cheng-Du sont tenus de céder le passage aux autres véhicules.

Article 8 :

Les personnes à mobilité réduite ont 2 places réservées Rue de Cheng-Du côté pair au n° 236. L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate. Les véhicules des personnes à mobilité réduite doivent être munis de la carte de stationnement pour personnes handicapées apposée sur le pare-brise.

Article 9 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 10 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

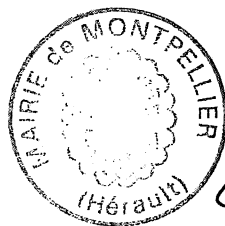
Article 11 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité

Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 5 juillet 2011

Madame le Maire




Hélène MANDROUX

Publié le : 18 JUL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Rue du Pas du Loup

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8, R. 413-1, R. 415-6, R. 417-10, R. 417-12, R. 431-9 et R.411-7 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication, livre 1, sixième partie, feux de circulation permanents et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h Rue du Pas du Loup dans sa partie comprise entre l'Avenue de Vanières et la Rue Hébert (intersection située côté du Boulevard Paul Valéry).

Article 2 :

La voie de retournement de la Rue du Pas du Loup située à proximité du n°5 est réservée à la circulation des transports en commun.

Article 3 :

Un sens unique est institué sur la voie de retournement de la Rue du Pas du Loup située à proximité du n°5 dans le sens des numéros impairs vers les numéros pairs.

Article 4 :

Il est créé une bande cyclable dans le sens de la voie mitoyenne réservée à la circulation générale affectée exclusivement aux cycles à deux ou trois roues Rue du Pas du Loup :

- côté impair dans sa partie comprise entre l'Avenue de Vanières et la Route de Lavérune sur chaussée ;
- et côté pair :
 - dans sa partie comprise entre l'Avenue de Vanières et la Rue Hébert (intersection située du côté du Boulevard Paul Valéry) sur chaussée ;
 - dans sa partie comprise entre la Rue Hébert (intersection située du côté du Boulevard Paul Valéry) et la Rue Hébert (intersection située du côté de l'Avenue de Vanières) sur trottoir ;
 - dans sa partie comprise entre la Rue Hébert (intersection située du côté de l'Avenue de Vanières) et la Route de Lavérune sur chaussée.

Article 5 :

La circulation des véhicules est réglementée par des feux tricolores circulaires :

- à l'intersection de la Rue du Pas du Loup et de la Route de Lavérune ;
- à l'intersection de la Rue du Pas du Loup et de l'Avenue de Vanières.

En cas de non fonctionnement des signaux lumineux ou de leur mise en clignotant jaune les conducteurs abordant cette intersection sont tenus de céder le passage aux véhicules venant par la droite.

Article 6 :

À l'intersection de la Rue du Pas du Loup et du Boulevard Paul Valéry, les conducteurs circulant sur la Rue du Pas du Loup sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 7 :

La Rue du Pas du Loup est une voie en impasse depuis la Rue du Sichuan en direction de la Rue de Bugarel.

Article 8 :

Le stationnement est autorisé dans les emplacements matérialisés au sol Rue du Pas du Loup des deux côtés dans sa partie comprise entre le Boulevard Paul Valéry et l'Avenue de Vanières et côté pair dans sa partie comprise entre la Rue des Manguiers et la Route de Lavérune.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 9 :

Les bus "point relais" ont 1 place réservée Rue du Pas du Loup côté pair à proximité de l'intersection avec la Route de Lavérune.

Ces dispositions sont applicables **tous les premiers jeudis du mois, de 14h30 à 18h00.**

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 10 :

Les véhicules de transport en commun ont un emplacement réservé Rue du Pas du Loup :

- côté impair :
 - à proximité de la Rue Gustave Flaubert (1 place(s)) ;
 - à proximité de la Rue Abel Gance (1 place(s)) ;
 - au n° 547 (1 place(s)).
- Côté pair :
 - à proximité de l'intersection avec la Route de Lavérune (zone d'attente) (1 place (s)) ;
 - à proximité de la Rue François Bélanger (1 place(s)) ;
 - au n° 147 (1 place(s)) ;
 - à proximité de l'Avenue de Vanières (1 place(s)).

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 11 :

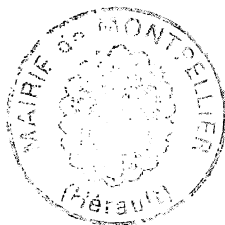
Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 12 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 13 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 5 juillet 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publié le : 16 JUIL 2011

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

Arrêté n°. 2011/1729/TN

Commission Communale d'accessibilité
Désignation des représentants
Madame Marie-Josée AUGÉ-CAUMONT, Conseillère
Municipale

- Vu l'article 46 de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- Vu l'article L2143-3 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la délibération 2010/260 du 26 juillet 2010 relative à la création d'une Commission Communale d'Accessibilité ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Madame Marie-Josée AUGÉ-CAUMONT, Conseillère Municipale, reçoit délégation pour siéger au sein de la Commission Communale d'Accessibilité.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 06/07/2011

Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publié le : 07/07/2011
Notifié le :

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

Arrêté n°. 2011/728/TIN

Commission Communale d'Accessibilité
Désignation des représentants
Madame Agnès BOYER, Conseillère Municipale

- Vu l'article 46 de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- Vu l'article L2143-3 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la délibération 2010/260 du 26 juillet 2010 relative à la création d'une Commission Communale d'Accessibilité ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Madame Agnès BOYER, Conseillère Municipale, reçoit délégation pour siéger au sein de la Commission Communale d'Accessibilité.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 06/07/2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publié le : 07/07/2011
Notifié le :

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

Arrêté n°. 2011/172/T/N

Commission Communale d'Accessibilité
Désignation des représentants
Madame Claudine TROADEC-ROBERT, Conseillère
Municipale

- Vu l'article 46 de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- Vu l'article L2143-3 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la délibération 2010/260 du 26 juillet 2010 relative à la création d'une Commission Communale d'Accessibilité ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Madame Claudine TROADEC-ROBERT, Conseillère Municipale, reçoit délégation pour siéger au sein de la Commission Communale d'Accessibilité.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 06/07/2011

Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publié le : 07/07/2011
Notifié le :

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

Arrêté n°. 2011/1726/T/N

Commission Communale d'Accessibilité
Désignation des représentants
Monsieur Frédéric TSITSONIS, Adjoint au Maire

- Vu l'article 46 de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- Vu l'article L2143-3 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la délibération 2010/260 du 26 juillet 2010 relative à la création d'une Commission Communale d'Accessibilité ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Monsieur Frédéric TSITSONIS, Adjoint au Maire, reçoit délégation pour siéger au sein de la Commission Communale d'Accessibilité.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 06/07/2011

Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publié le :

Notifié le :

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

Arrêté n°. 2011/1925/T/N

Commission Communale d'Accessibilité
Désignation des représentants
Madame Hélène QVISTGAARD, Adjointe au Maire

- Vu l'article 46 de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- Vu l'article L2143-3 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la délibération 2010/260 du 26 juillet 2010 relative à la création d'une Commission Communale d'Accessibilité ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Madame Hélène QVISTGAARD, Adjointe au Maire, reçoit délégation pour siéger au sein de la Commission Communale d'Accessibilité.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 06/07/2011

Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publié le : 07/07/2011
Notifié le :

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Arrêté n°. 2011/1724/T/N

**Commission Communale d'Accessibilité
Désignation des représentants
Monsieur Serge FLEURENCE, 1er Adjoint**

- Vu l'article 46 de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- Vu l'article L2143-3 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la délibération 2010/260 du 26 juillet 2010 relative à la création d'une Commission Communale d'Accessibilité ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Monsieur Serge FLEURENCE, 1^{er} Adjoint au Maire, reçoit délégation pour siéger au sein de la Commission Communale d'Accessibilité.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 06/07/2011

Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publié le : 07/07/2011
Notifié le :

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

PERMISSION DE VOIRIE

France Telecom Ingénierie Gestion Affaires

Rue Saint Louis

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de la voirie routière ;
- Vu le code des postes et télécommunications ;
- Vu le code de la route ;
- Vu la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, relative à la coordination de la sécurité et de la protection de la santé sur les chantiers de bâtiments et de génie civil ;
- Vu le décret n°64-262 du 14 mars 1964 relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales ;
- Vu le décret n°2005-1676 du 16 décembre 2005, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.
- Vu la délibération du conseil municipal du 27 octobre 1992 relative à la maîtrise de l'encombrement du sous-sol ;
- Vu l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1^{er} Adjoint au Maire ;
- Vu l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de fonction à Monsieur Max Lévit, adjoint au Maire, en l'absence de Monsieur Serge Fleurence,
- Vu l'arrêté municipal du 9 février 1987, relatif à l'occupation du sous-sol,
- Vu l'arrêté du 12/03/1998, publié au journal officiel le 19/03/1998, autorisant la société France Telecom Ingénierie Gestion Affaires à établir et à exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public ;
- Vu les avis des principaux maîtres d'ouvrage occupant la voirie communale recueillis suite à la commission de consultation du 12/12/1997, conformément à l'article R 141-14 du code de la voirie routière ;
- Vu le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) du 31/07/1998 et notamment le titre IV comportant le règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et l'arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique ;
- Vu la demande en date du jeudi 30 juin 2011 pour laquelle le maître d'ouvrage France Telecom Ingénierie Gestion Affaires dont le siège est situé Unité d'Intervention Languedoc Roussillon-707, Avenue du Marché Gare 34933 Montpellier Cedex 9, représentée par M. GUY Bernard, demande l'autorisation d'occuper le domaine public routier communal ;
- Considérant que, pour les besoins d'exploitation de sa licence d'opérateur de télécommunications, le pétitionnaire doit occuper le domaine public routier communal pour l'installation d'artères souterraines.

ARRETE

Article 1 - Permission de voirie.

La société, France Telecom Ingénierie Gestion Affaires, Unité d'Intervention Languedoc Roussillon-707, Avenue du Marché Gare 34933 Montpellier Cedex 9, ci-après désignée "le permissionnaire", est autorisée à occuper le domaine public routier communal sous réserve du respect des conditions techniques et de sécurité en vigueur d'une part et des conditions particulières ci-après d'autre part.

La présente autorisation est accordée, sauf dénonciation, pour une période qui prend effet à la date de signature du présent arrêté et expire à la date d'échéance de l'autorisation accordée au permissionnaire pour établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public.

Elle concerne les installations et ouvrages techniques désignés à l'article 2.

Elle ne peut être cédée par le permissionnaire à aucune autre personne physique ou morale sans le consentement préalable écrit de la Ville.

Elle est périmée de plein droit si le permissionnaire n'a pas engagé les travaux dans un délai de six mois suivant la date du présent arrêté.

Sa reconduction fait l'objet d'une demande du permissionnaire à la Ville, adressée six mois au moins avant la date d'échéance.

Article 2 - Nature et localisation des installations.

Nature : Telecom : Branchement linéaire.

Localisation : Rue Saint Louis.

Linéaire : 8 mètres.

N.B. : Toute installation supplémentaire venant s'ajouter, par la suite, au présent état doit faire l'objet d'une permission de voirie particulière qui est régie par les termes de la présente et prend fin à la même date.

Article 3 - Réalisation des ouvrages

Les ouvrages sont réalisés conformément aux plans de projet joints à la demande de permission de voirie susvisée. Toute modification à apporter le cas échéant, à titre provisoire ou définitif, aux voiries et accessoires ainsi qu'aux équipements de toute nature compris dans l'emprise du domaine public occupé doit être autorisée préalablement par la Ville. Les dépenses résultant de ces modifications sont à la charge du permissionnaire.

La nature et la qualité des matériaux utilisés ainsi que la profondeur des canalisations doivent être conformes au règlement de voirie. Si la profondeur des installations se révélait ultérieurement inférieure aux cotes prescrites, le permissionnaire devra les déplacer jusqu'à la côte requise.

Le permissionnaire respecte en permanence toutes les précautions nécessaires pour protéger et préserver le domaine public et les réseaux en place, pendant et après les travaux. A cette fin, il contacte préalablement les occupants du domaine public qui lui indiquent les dispositions techniques de protection des ouvrages à respecter. Il en tient compte pour l'élaboration de son projet et pour l'exécution des travaux. Il est également tenu de se conformer aux mesures particulières de sécurité prescrites par la réglementation en vigueur dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.

Durant les travaux, le permissionnaire observe les prescriptions qui lui sont imposées pour assurer la circulation et la sécurité des usagers du domaine public.

La permission de voirie ne donne pas autorisation d'ouverture de chantier ; l'engagement, l'exécution et l'achèvement des travaux doivent être conformes aux procédures et prescriptions définies par la réglementation communale régissant les interventions sur la voie publique (règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique).

Article 4 – Partage des installations.

A la demande de la ville et afin de limiter les ouvertures de tranchées, le permissionnaire s'engage à étudier la possibilité d'un partage des artères existantes avec tout opérateur autorisé en vertu de l'article L.33-1 du code des poste et télécommunications.

Par ailleurs, le permissionnaire informera la Ville de tout accord de partage de ses installations qu'il conclurait ultérieurement avec un occupant tiers.

Si l'octroi de la présente permission de voirie conduit à réserver à son profit l'usage de l'ensemble des capacités d'occupation du domaine public routier communal, le permissionnaire s'engage, à réaliser les travaux nécessaires permettant le partage ultérieur des installations.

Article 5 - Responsabilité.

Le permissionnaire maintient les lieux occupés en bon état de fonctionnement, d'entretien et de propreté pendant toute la durée de l'occupation.

Il demeure entièrement responsable des dépenses, dommages et préjudices ou accidents qui pourraient résulter de ses travaux ou de l'existence de ses ouvrages tant vis-à-vis de la Ville que des tiers.

La Ville ne peut en aucun cas être tenue responsable des dommages qui peuvent affecter les installations du permissionnaire du fait de l'usage de la voie publique.

Article 6 - Modification déplacement ou suppression des installations.

Exceptés l'intervention d'urgence prévue à l'article 8 ou les cas de maintenance et de réparation à l'identique des installations, le permissionnaire ne peut effectuer d'autres travaux visant à modifier, déplacer ou supprimer les installations sans le consentement préalable écrit de la Ville.

Outre le cas de force majeure, si des travaux conformes à la destination du domaine public occupé doivent être réalisés dans l'intérêt de ce domaine, le permissionnaire doit procéder, à ses frais et dans les délais convenus avec la Ville, au déplacement, à la modification ou à la suppression de ses installations sur le domaine public, sans qu'il puisse invoquer un droit à indemnité à l'encontre de la Ville.

Article 7 - Interventions d'urgence.

Dans le cas où une intervention d'urgence serait nécessaire, le permissionnaire est autorisé à réaliser les travaux indispensables, sous réserve d'en informer la Ville sans délai.

Article 8 - Recolement.

Dans les deux mois suivant la fermeture du chantier, le permissionnaire communique à la ville (service Voirie-Pôle Coordination Patrimoine) :

- Un plan de récolement des installations sur support papier à l'échelle 1/200^{ème}, ainsi que sous forme numérisée au format compatible avec le système d'informations géographiques de la Ville,
- Le linéaire du cheminement et les surfaces des chambres.

Le permissionnaire intégrera ces installations dans la base de données caractérisant les plans itinéraires.

Article 9 - Situation des ouvrages en fin de permission.

Avant l'expiration de la présente autorisation, ou si l'exploitation des installations est abandonnée avant cette date, la Ville et le permissionnaire conviennent de se rapprocher pour discuter du devenir des installations.

Dans l'hypothèse où ces installations ne feraient pas l'objet d'une reconduction de permission de voirie liée au renouvellement de la licence d'opérateur par l'autorité de tutelle, elles seraient soit rétrocédées à la Ville sans dédommagement du permissionnaire, soit déposées et les lieux occupés remis en l'état initial, aux frais du permissionnaire.

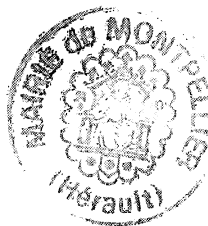
Article 10 - Règlement des litiges.

Toutes les contestations qui peuvent s'élever entre la Ville et le permissionnaire au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente permission seront soumises aux juridictions compétentes.

Article 11 - Exécution.

Ampliation du présent arrêté sera adressée, pour exécution, chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Directeur Général des Services de la mairie, Monsieur le Trésorier Payeur Municipal et au Permissionnaire.

Montpellier, le mercredi 6 juillet 2011



Pour Madame le Maire et par délégation,
L' Adjoint au Maire,

Max LEVITA

Publié le :

Notifié le : 13 JUIL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5740

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Tunnel de la Comédie et Boulevard Victor Hugo

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier. ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, pour permettre la maintenance des équipements techniques du tunnel ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 28 juillet 2011 et jusqu'au 29 juillet 2011 inclus, la circulation est interdite Tunnel de la Comédie
Ces dispositions sont applicables de 22 h à 6 h.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de secours et de police en fonction des travaux dans le tunnel.

Article 2 :

Une déviation est mise en place en provenance de boulevard de l'Observatoire. Cette déviation débute sur le Boulevard Victor Hugo, emprunte :

- la Rue Joffre
- la Rue du Clos René

et se termine sur l'Avenue du Pont Juvénal.

Article 3 :

À compter du **28 juillet 2011** et jusqu'au **29 juillet 2011** inclus, La sortie des riverains de la zone piétonne s'effectuera par le boulevard Victor Hugo qui, exceptionnellement, aura son sens de circulation inversé entre la Rue Diderot et la Rue de la République. L'entrepreneur chargé des travaux veillera au respect de la présente disposition.

Article 4 :

À compter du **28 juillet 2011** et jusqu'au **29 juillet 2011** inclus, L'entrepreneur, chargé d'effectuer les travaux (SPIE fax : 04.67.07.04.41) devra assurer la signalisation du chantier et des éventuels itinéraires de déviation (pose et maintenance permanente). Il est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation. Il devra afficher le présent arrêté de manière lisible pendant la durée des travaux.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 6 :

- Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

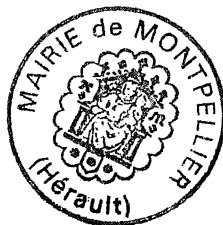
Article 7 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de RTEP.

Article 8 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 6 juillet 2011



Madame le Maire

**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le : - 8 JUL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5745

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue de la Valfère

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réfection de voirie à la demande de la Ville de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **29 juillet 2011** inclus, la circulation est interdite Rue de la Valfère dans sa partie comprise entre la Rue Terral et la Rue Poitevine

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue de la Valfère, emprunte :

- la Rue Terral
- la Rue de La Rochelle
- la Rue Poitevine

et se termine sur la Rue de la Valfère.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise
BEC

Article 5 :

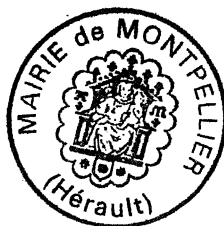
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions
contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des
Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté
qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 6 juillet 2011

Madame le Maire




Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le : - 8 JUIL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5746

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Joffre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réfection de voirie à la demande de la Ville de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **29 juillet 2011** inclus, la Rue Joffre est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur le Boulevard Victor Hugo, emprunte :

- la Rue d'Obilion
- et se termine sur la Rue de Maguelone.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise BEC

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 06 juillet 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le : - 8 JUL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Daru

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de levage groupes froids à la demande de TATI ;

Arrête :

Article 1er :

Le **21 juillet 2011**, la circulation est interdite Rue Daru.
Ces dispositions sont applicables **de 1h30 à 4h30.**

Article 2 :

La déviation des véhicules circulant habituellement sur cette voie se fera par la Rue Guillaume Pellicier et le Cours Gambetta.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Martin et Fils.

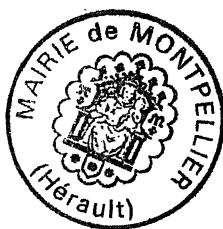
Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 6 juillet 2011



Madame le Maire

**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l'Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le : - 8 JUL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5748

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Boulevard de l'Aéroport International et Boulevard d'Antigone

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de réfection de voirie à la demande de la Ville de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **29 juillet 2011** inclus, le Boulevard d'Antigone est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **29 juillet 2011** inclus, le Boulevard de l'Aéroport International est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

mo

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise BEC

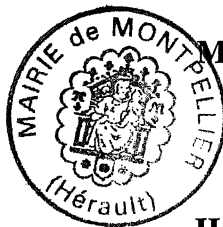
Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 6 juillet 2011



Madame le Maire

**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le : - 8 JUL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5749

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Léon Blum et Avenue Samuel Champlain

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de réfection de voirie à la demande de la Ville de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **29 juillet 2011** inclus, la Rue Léon Blum dans sa partie comprise entre la Place Zeus et la Rue Don Bosco est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **29 juillet 2011** inclus, l'Avenue Samuel Champlain au niveau du carrefour de la Rue Léon Blum est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

ML

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise BEC

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 6 juillet 2011



Madame le Maire

**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le : - 8 juillet 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5751

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Sérane

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de réfection de voirie à la demande de la Ville de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **29 juillet 2011** inclus, la Rue Sérane est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Aristide Ollivier, emprunte :

- l'Avenue du Pont Juvénal

et se termine sur la Rue du Pont de Lattes.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

me

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de BEC

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 6 juillet 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le : - 8 JUL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5752

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Boussairolles

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux réfection de la voirie à la demande de la Ville de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **29 juillet 2011** inclus, la Rue Boussairolles dans sa partie comprise entre la Rue Aristide Ollivier et la Rue Alfred Bruyas est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Aristide Ollivier, emprunte :

- la Rue Baudin

et se termine sur la Rue Alfred Bruyas.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise
BEC

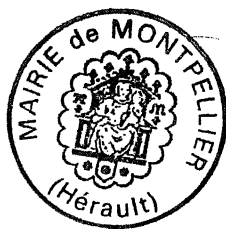
Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions
contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des
Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté
qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 6 juillet 2011



Madame le Maire

**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le : - 8 JUIL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Professeur Henri Serre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'extension de réseaux à la demande de France Télécom ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **05 août 2011** inclus, la Rue Professeur Henri Serre est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de France Télécom.

Article 4 :

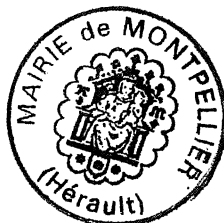
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 6 juillet 2011

Madame le Maire




Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le : - 8 JUIL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5737

Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue du Père Fabre-Rue de Metz-Rue du Nord-Rue Saint
Blaise-Rue Saint Antoine-Rue Saint Etienne-Rue Saint Honoré

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement des "2011 bougies de l'îlot des saints" ;

Arrête :

Article 1er :

Le **14 juillet 2011**, Rue du Père Fabre, Rue de Metz, Rue du Nord, Rue Saint Blaise, Rue Saint Antoine, Rue Saint Etienne, Rue Saint Honoré :

- la circulation est interdite ;
- Le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 8h à 24h.**

Article 2 :

La déviation des véhicules circulant habituellement sur ces voies se fera par la Rue Haguenot.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du service Protocole.

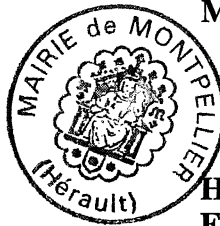
Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 6 juillet 2011



Madame le Maire

Hélène MANDROUX
Et par délégation
l'Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le : - 8 JUIL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5750

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Neutralisation de voie Allée de la Méditerranée

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de sondages géotechniques à la demande de Ginger C.E.B.T.P. ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **09 septembre 2011** inclus, Allée de la Méditerranée sur une longueur de 50 m au niveau du bassin Jacques Coeur, la voie de circulation dédiée aux cyclistes et aux piétons sera réduite à 1 mètre de large.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Ginger C.E.B.T.P.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

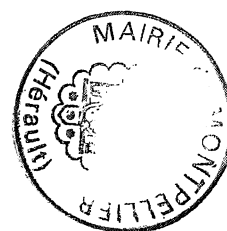
Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 6 juillet 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA



Publié le :

8 - JUL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5744

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Circulation interdite Rue Icard

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de branchements à la demande de Veolia ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **11 juillet 2011** et jusqu'au **29 juillet 2011** inclus, Rue Icard, la circulation est interdite.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Cana Plomberie 34

Article 4 :

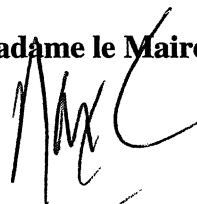
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 06 juillet 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le :

8 - JUIL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5743

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Neutralisation de voie Allée de la Méditerranée

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de sondages géotechniques à la demande de Ginger C.E.B.T.P. ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **09 septembre 2011** inclus, Allée de la Méditerranée sur une longueur de 20 m au niveau du pont de l'autoroute A9 est réduite à une largeur de 1.50 m .

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Ginger C.E.B.T.P.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 6 juillet 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Et par délégation

l' Adjoint au Maire,

Max LEVITA

Publié le :

8 - JUIL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue de la Recambale

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T5566 du **21 juin 2011** ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de taille de végétation à la demande du service Espaces Verts ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **07 juillet 2011** les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T5566 du **21 juin 2011** sont prorogées jusqu'au **13 juillet 2011** inclus.

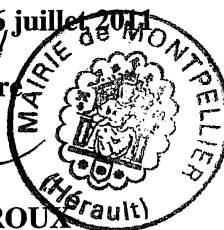
Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 6 juillet 2011

Madame le Maire


Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA



Publié le : 8 - JUL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5755

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Paul Brousse

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de déménagement à la demande de Monsieur FORTIN ;

Arrête :

Article 1er :

Le **21 juillet 2011**, la circulation est interdite Rue Paul Brousse dans sa partie comprise entre la Place Edouard Adam et la Rue Castilhon
Ces dispositions sont applicables **de 8h à 12h.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Paul Brousse, emprunte :

- la Rue Caizergues de Pradines

et se termine sur la Rue Castilhon.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 7 juillet 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le :

08 JUIL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Tunnel de la Comédie et Boulevard Victor Hugo

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier. ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, pour permettre le nettoyage du tunnel ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **21 juillet 2011** et jusqu'au **22 juillet 2011** inclus, la circulation est interdite Tunnel de la Comédie
Ces dispositions sont applicables **de 22 h à 6 h.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de secours et de police en fonction des travaux dans le tunnel.

Article 2 :

Une déviation est mise en place en provenance de boulevard de l'Observatoire. Cette déviation débute sur le Boulevard Victor Hugo, emprunte :

- la Rue Joffre
- la Rue du Clos René

et se termine sur l'Avenue du Pont Juvénal.

Article 3 :

À compter du **21 juillet 2011** et jusqu'au **22 juillet 2011** inclus, La sortie des riverains de la zone piétonne s'effectuera par le boulevard Victor Hugo qui, exceptionnellement, aura son sens de circulation inversé entre les rues Diderot et rue de la République.
l'entrepreneur chargé des travaux veillera au respect de la présente disposition.

Article 4 :

À compter du **21 juillet 2011** et jusqu'au **22 juillet 2011** inclus, L'entrepreneur, chargé d'effectuer les travaux (CIEL VERT fax : 04.67.20.11.58) devra assurer la signalisation du chantier et des éventuels itinéraires de déviation (pose et maintenance permanente). Il est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation. Il devra afficher le présent arrêté de manière lisible pendant la durée des travaux.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 6 :

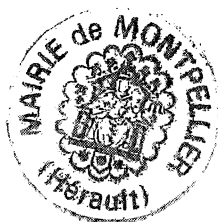
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du service P.P.P.

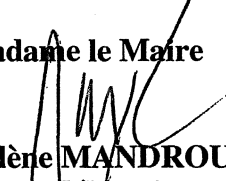
Article 8 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 7 juillet 2011

Madame le Maire


Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le :

08 JUIL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Tunnel du Corum

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de nettoyage du tunnel à la demande de la DEP ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **20 juillet 2011** et jusqu'au **21 juillet 2011** inclus, la circulation est interdite Tunnel du Corum

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue du Faubourg de Nîmes et se termine sur la Place du Onze Novembre

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

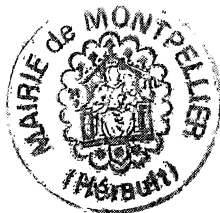
La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la DEP.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 7 juillet 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le : 08 JUIL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5763

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue du Bastion Ventadour

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de nettoyage du tunnel à la demande de la DEP. ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **20 juillet 2011** et jusqu'au **21 juillet 2011** inclus, la circulation est interdite Rue du Bastion Ventadour
Ces dispositions sont applicables **de 23h00 à 6h00.**

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Place d'Olympie, emprunte :

- la Rue des Pertuisanes
- et se termine sur le Boulevard d'Antigone.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

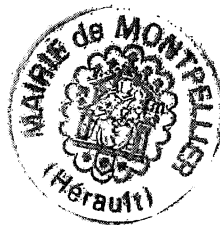
Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la DEP.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 7 juillet 2011



Madame le Maire

**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le :

08 JUIL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5764

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Frédéric Peyson

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux d'une installation de grue à la demande de F. FONDEVILLE. ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **19 juillet 2011** inclus, Rue Frédéric Peyson côté impair dans sa partie comprise entre la Rue Alexis Alquié et la Rue des Anthémis au droit du numéro 23 entre le 21 et le numéro 25., le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 07 juillet 2011

Madame le Maire




Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le : 08 JUIL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5772

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Autorisation de stationnement Espace André Pallies

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement d'un tournage de film ;

Arrête :

Article 1er :

Le **11 juillet 2011**, Espace André Pallies, le stationnement est autorisé pour les 3 véhicules de la production du film.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 4 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 7 juillet 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**



Publié le : n 8 JUIL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5769

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation

Pont sur voie SNCF (passage entre Rue Montels Saint Pierre et
Avenue du Marché Gare)

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Lévit, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de remise en état du pont à la demande du Service Voirie de la Ville de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **05 août 2011** inclus, la circulation est interdite sur le Pont franchissant les voies SNCF.

Article 2 :

Les déviations suivantes sont mises en place :

- en provenance de la Rue de l'Industrie par :
 - la Rue du Mas Saint Pierre
 - la Rue de Montels-Eglise
 - Rond-Point Paul-Louis Bret
 - l'Avenue d'El Alamein
 - l'Avenue du Colonel Pavelet
 - la Rue de Cholet
 - la Rue de la Castelle pour se terminer Place Yitzhak Rabin
- en provenance de l'Avenue de Maurin par :
 - la Place Yitzhak Rabin.
 - la Rue de la Castelle
 - la Rue de Cholet
 - l'Avenue du Colonel Pavelet
 - l'Avenue d'El Alamein
 - Rond-Point Paul-Louis Bret pour se terminer Rue de Montels-Eglise

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise BEC.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 7 juillet 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX
Et par délégation
l'Adjoint,
Mr LEVITA



Publié le :

11 JUL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Voies diverses 14 juillet 2011

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du feu d'artifice du Mercredi 14 juillet 2011 au Domaine de Grammont. ;

Arrête :

Article 1er :

Les dispositions du présent arrêté seront appliquées à la diligence des services de police.

Article 2 :

À compter du **14 juillet 2011** et jusqu'au **15 juillet 2011** inclus, la circulation est interdite sur :

- la Rue des Marels dans sa partie comprise entre la Rue de Doscarès et la Rue du Mas de l'Olivier ;
- l'Avenue de Grammont dans sa partie comprise entre la bretelle d'accès à l'avenue Pierre Mendès France depuis le rond-point du Zenith (coté OUEST) et l'Avenue Albert Einstein ;
- la Rue Poséidon dans sa partie comprise entre le Boulevard de l'Aéroport International et l'Avenue Jacques Cartier ;
- l'Avenue Albert Einstein dans sa partie comprise entre l'Avenue Henri Becquerel et la Limite de commune.

Ces dispositions sont applicables **18h00 à 2h00**.

Toutefois, ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de secours et d'incendie.

Article 3 :

À compter du **14 juillet 2011** et jusqu'au **15 juillet 2011** inclus, l'arrêt et le stationnement sont interdits sur :

- la Rue des Marels dans sa partie comprise entre la Rue de Doscarès et la Rue du Mas de l'Olivier ;
- l'Avenue de Grammont dans sa partie comprise entre la bretelle d'accès à l'avenue Pierre Mendès France depuis le rond-point du Zenith (coté OUEST) et l'Avenue Albert Einstein ;
- la Rue Poséidon dans sa partie comprise entre le Boulevard de l'Aéroport International et l'Avenue Jacques Cartier ;
- l'Avenue Albert Einstein dans sa partie comprise entre l'Avenue Henri Becquerel et la Limite de commune.
- le rond point du Zénith.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge des organisateurs de la manifestation.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Article 8 :

En cas d'intempéries, les dispositions prises par le présent arrêté s'appliqueront aux dates auxquelles le feu d'artifice sera reporté, aux mêmes heures.

Montpellier, le 7 juillet 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA



Publié le : 12 JUIL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5766

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Raimon de Trencavel

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T5195 du 26 avril 2011 ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max Levita, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'extention de réseau, à le demande de ERDF ;

Arrête :

Article 1er :

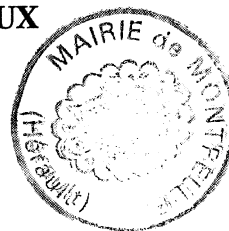
À compter du 29 juillet 2011 les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T5195 du 26 avril 2011 sont prorogées jusqu'au 23 septembre 2011 inclus.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 7 Juillet 2011

Madame le Maire
Hélène MANDROUX
Et par délégation
l'Adjoint Maire
Max LEVITA



Publié le :

17 JUL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5762

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Georges Brassens

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max Levita, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réfection de chaussée, à la demande du Service Voirie ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **12 août 2011** inclus, la circulation est interdite Rue Georges Brassens dans sa partie comprise entre la Rue Henri Sellier et l'Avenue de Toulouse

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Henri Sellier, et se termine sur l'Avenue de Toulouse.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de CREGUT.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 7 Juillet 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l'Adjoint au Maire,
Maire LEVITA**



Publié le :

11 JUIL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5759

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue des Chasseurs

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max Levita, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de reprise de chaussée à la demande du Service Voirie. ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **12 août 2011** inclus, la circulation est interdite sur la Rue des Chasseurs depuis la Rue de Font Couverte vers et jusqu'à l'Avenue de Toulouse

Article 2 :

Les déviations suivantes sont mises en place. Cette déviation débute sur la Rue de Fontcouverte, emprunte:

- l'Avenue de la Croix du Capitaine
- la Rue de Claret
- la Place du Huit Mai 1945

et se termine sur l'Avenue de Toulouse.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de **CREGUT**

Article 5 :

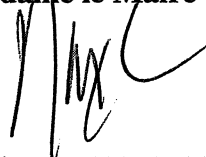
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

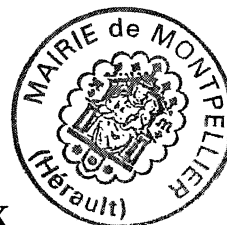
Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 7 Juillet 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX
Et par délégation
l'Adjoint au Maire,
Max LEVITA



Publié le : 11 JUIL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue de Bugarel

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max Levita, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réfection de chaussée, à la demande du Service Voirie ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **12 août 2011** inclus, la circulation est interdite Rue de Bugarel dans sa partie comprise entre le Boulevard Paul Valéry et l'Avenue de Toulouse

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur le Boulevard Paul Valéry, emprunte :

- la Rue de Font Couverte
- l'Avenue de la Croix du Capitaine
- la Rue de Claret
- la Place du Huit Mai 1945

et se termine sur l'Avenue de Toulouse.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de **CREGUT**.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 7 Juillet 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l'Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le : 12 JUIL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Boulevard Berthelot

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max Levita, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de remise à la cote de tampons, à la demande de **SOGETREL** ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **11 juillet 2011** et jusqu'au **13 juillet 2011** inclus, 20H00 à 6H00 le Boulevard Berthelot dans sa partie comprise entre l'Avenue de Villeneuve-Angoulême et l'Avenue de Maurin est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de **SOGETREL**.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 7 Juillet 2011

 **Madame le Maire**

Hélène MANDROUX
Et par délégation
l'Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le :

12 JUIL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Avenue de Nîmes

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de démontage d'une grue à la demande de Martin et Fils ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **16 août 2011** et jusqu'au **17 août 2011** inclus, Avenue de Nîmes entre le n° 13 et le n° 17, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Martin et Fils

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 7 juillet 2011

Madame le Maire
Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le : 13 JUIL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5765

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue Chancel

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de remplacement d'abris voyageurs à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **22 août 2011** et jusqu'au **03 septembre 2011** inclus, la circulation est interdite Avenue Chancel dans sa partie comprise entre l'Avenue Saint Charles et la Place Marcel Godechot
Ces dispositions sont applicables **de 21h00 à 6h00.**

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation emprunte la voie du tramway.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM

Article 5 :

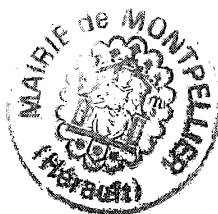
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 7 juillet 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le :

13 JUL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Daru

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de reprise d'un affaissement de chaussée à la demande du service Voirie ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **20 juillet 2011** inclus, Rue Daru entre le n° 2 et le n° 14, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise BEC.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 7 juillet 2011

Madame le Maire




Hélène MANDROUX
Et par délégation
l'Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le : 11 JUIL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Marceau

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de reprise d'un affaissement de chaussée à la demande du service Voirie ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **22 juillet 2011** inclus, Rue Marceau dans sa partie comprise entre la Rue Paul Brousse et la Rue Général René, le stationnement est interdit. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise BEC.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.


Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 7 juillet 2011

Madame le Maire




Hélène MANDROUX
Et par délégation
l'Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le : 11 JUIL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

PERMISSION DE VOIRIE

France Telecom Ingénierie Gestion Affaires

50 Avenue du Pont Juvénal

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de la voirie routière ;
- Vu le code des postes et télécommunications ;
- Vu le code de la route ;
- Vu la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, relative à la coordination de la sécurité et de la protection de la santé sur les chantiers de bâtiments et de génie civil ;
- Vu le décret n°64-262 du 14 mars 1964 relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales ;
- Vu le décret n°2005-1676 du 16 décembre 2005, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.
- Vu la délibération du conseil municipal du 27 octobre 1992 relative à la maîtrise de l'encombrement du sous-sol ;
- Vu l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1^{er} Adjoint au Maire ;
- Vu l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de fonction à Monsieur Max Lévida, adjoint au Maire, en l'absence de Monsieur Serge Fleurence,
- Vu l'arrêté municipal du 9 février 1987, relatif à l'occupation du sous-sol,
- Vu l'arrêté du 12/03/1998, publié au journal officiel le 19/03/1998, autorisant la société France Telecom Ingénierie Gestion Affaires à établir et à exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public ;
- Vu les avis des principaux maîtres d'ouvrage occupant la voirie communale recueillis suite à la commission de consultation du 12/12/1997, conformément à l'article R 141-14 du code de la voirie routière ;
- Vu le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) du 31/07/1998 et notamment le titre IV comportant le règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et l'arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique ;
- Vu la demande en date du jeudi 23 juin 2011 pour laquelle le maître d'ouvrage France Telecom Ingénierie Gestion Affaires dont le siège est situé Unité d'Intervention Languedoc Roussillon-707, Avenue du Marché Gare 34933 Montpellier Cedex 9, représentée par M. GUY Bernard, demande l'autorisation d'occuper le domaine public routier communal ;
- Considérant que, pour les besoins d'exploitation de sa license d'opérateur de télécommunications, le pétitionnaire doit occuper le domaine public routier communal pour l'installation d'artères souterraines.

ARRETE

Article 1 - Permission de voirie.

La société, France Telecom Ingénierie Gestion Affaires, Unité d'Intervention Languedoc Roussillon-707, Avenue du Marché Gare 34933 Montpellier Cedex 9, ci-après désignée "le permissionnaire", est autorisée à occuper le domaine public routier communal sous réserve du respect des conditions techniques et de sécurité en vigueur d'une part et des conditions particulières ci-après d'autre part.

La présente autorisation est accordée, sauf dénonciation, pour une période qui prend effet à la date de signature du présent arrêté et expire à la date d'échéance de l'autorisation accordée au permissionnaire pour établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public.

Elle concerne les installations et ouvrages techniques désignés à l'article 2.

Elle ne peut être cédée par le permissionnaire à aucune autre personne physique ou morale sans le consentement préalable écrit de la Ville.

Elle est périmée de plein droit si le permissionnaire n'a pas engagé les travaux dans un délai de six mois suivant la date du présent arrêté.

Sa reconduction fait l'objet d'une demande du permissionnaire à la Ville, adressée six mois au moins avant la date d'échéance.

Article 2 - Nature et localisation des installations.

Nature : Telecom : Branchement linéaire.

Localisation : 50 Avenue du Pont Juvénal.

Linéaire : 15 mètres.

N.B. : Toute installation supplémentaire venant s'ajouter, par la suite, au présent état doit faire l'objet d'une permission de voirie particulière qui est régie par les termes de la présente et prend fin à la même date.

Article 3 - Réalisation des ouvrages

Les ouvrages sont réalisés conformément aux plans de projet joints à la demande de permission de voirie susvisée. Toute modification à apporter le cas échéant, à titre provisoire ou définitif, aux voiries et accessoires ainsi qu'aux équipements de toute nature compris dans l'emprise du domaine public occupé doit être autorisée préalablement par la Ville. Les dépenses résultant de ces modifications sont à la charge du permissionnaire.

La nature et la qualité des matériaux utilisés ainsi que la profondeur des canalisations doivent être conformes au règlement de voirie. Si la profondeur des installations se révélait ultérieurement inférieure aux cotes prescrites, le permissionnaire devra les déplacer jusqu'à la cote requise.

Le permissionnaire respecte en permanence toutes les précautions nécessaires pour protéger et préserver le domaine public et les réseaux en place, pendant et après les travaux. A cette fin, il contacte préalablement les occupants du domaine public qui lui indiquent les dispositions techniques de protection des ouvrages à respecter. Il en tient compte pour l'élaboration de son projet et pour l'exécution des travaux. Il est également tenu de se conformer aux mesures particulières de sécurité prescrites par la réglementation en vigueur dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.

Durant les travaux, le permissionnaire observe les prescriptions qui lui sont imposées pour assurer la circulation et la sécurité des usagers du domaine public.

La permission de voirie ne donne pas autorisation d'ouverture de chantier ; l'engagement, l'exécution et l'achèvement des travaux doivent être conformes aux procédures et prescriptions définies par la réglementation communale régissant les interventions sur la voie publique (règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique).

Article 4 – Partage des installations.

A la demande de la ville et afin de limiter les ouvertures de tranchées, le permissionnaire s'engage à étudier la possibilité d'un partage des artères existantes avec tout opérateur autorisé en vertu de l'article L.33-1 du code des poste et télécommunications.

Par ailleurs, le permissionnaire informera la Ville de tout accord de partage de ses installations qu'il conclurait ultérieurement avec un occupant tiers.

Si l'octroi de la présente permission de voirie conduit à réserver à son profit l'usage de l'ensemble des capacités d'occupation du domaine public routier communal, le permissionnaire s'engage, à réaliser les travaux nécessaires permettant le partage ultérieur des installations.

Article 5 - Responsabilité.

Le permissionnaire maintient les lieux occupés en bon état de fonctionnement, d'entretien et de propreté pendant toute la durée de l'occupation.

Il demeure entièrement responsable des dépenses, dommages et préjudices ou accidents qui pourraient résulter de ses travaux ou de l'existence de ses ouvrages tant vis-à-vis de la Ville que des tiers.

La Ville ne peut en aucun cas être tenue responsable des dommages qui peuvent affecter les installations du permissionnaire du fait de l'usage de la voie publique.

Article 6 - Modification déplacement ou suppression des installations.

Exceptés l'intervention d'urgence prévue à l'article 8 ou les cas de maintenance et de réparation à l'identique des installations, le permissionnaire ne peut effectuer d'autres travaux visant à modifier, déplacer ou supprimer les installations sans le consentement préalable écrit de la Ville.

Outre le cas de force majeure, si des travaux conformes à la destination du domaine public occupé doivent être réalisés dans l'intérêt de ce domaine, le permissionnaire doit procéder, à ses frais et dans les délais convenus avec la Ville, au déplacement, à la modification ou à la suppression de ses installations sur le domaine public, sans qu'il puisse invoquer un droit à indemnité à l'encontre de la Ville.

Article 7 - Interventions d'urgence.

Dans le cas où une intervention d'urgence serait nécessaire, le permissionnaire est autorisé à réaliser les travaux indispensables, sous réserve d'en informer la Ville sans délai.

Article 8 - Recolement.

Dans les deux mois suivant la fermeture du chantier, le permissionnaire communique à la ville (service Voirie-Pôle Coordination Patrimoine) :

- Un plan de récolement des installations sur support papier à l'échelle 1/200^{ème}, ainsi que sous forme numérisée au format compatible avec le système d'informations géographiques de la Ville,
- Le linéaire du cheminement et les surfaces des chambres.

Le permissionnaire intégrera ces installations dans la base de données caractérisant les plans itinéraires.

Article 9 - Situation des ouvrages en fin de permission.

Avant l'expiration de la présente autorisation, ou si l'exploitation des installations est abandonnée avant cette date, la Ville et le permissionnaire conviennent de se rapprocher pour discuter du devenir des installations.

Dans l'hypothèse où ces installations ne feraient pas l'objet d'une reconduction de permission de voirie liée au renouvellement de la licence d'opérateur par l'autorité de tutelle, elles seraient soit rétrocédées à la Ville sans dédommagement du permissionnaire, soit déposées et les lieux occupés remis en l'état initial, aux frais du permissionnaire.

Article 10 - Règlement des litiges.

Toutes les contestations qui peuvent s'élever entre la Ville et le permissionnaire au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente permission seront soumises aux juridictions compétentes.

Article 11 - Exécution.

Ampliation du présent arrêté sera adressée, pour exécution, chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Directeur Général des Services de la mairie, Monsieur le Trésorier Payeur Municipal et au Permissionnaire.

Montpellier, le vendredi 8 juillet 2011

**Pour Madame le Maire et par délégation,
L' Adjoint au Maire,**

Max LEVITA



Publié le :

Notifié le :

13 JUL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5773

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Espace André Pallies

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du festival de radio France et Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

Le **27 juillet 2011**, Espace André Pallies entre le Pavillon Populaire et l'Office de tourisme, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules techniques du Festival de Radio France et Montpellier.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 4 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 8 juillet 2011



Madame le Maire

**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le : 12 JUIL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5774

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue de la Justice de Castelnau

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'extension de réseaux à la demande de l'Agglomération de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **05 août 2011** inclus, l'Avenue de la Justice de Castelnau dans sa partie comprise entre la Place de la Brigade Légère du Languedoc et la Rue des Scarabées est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOGEA

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

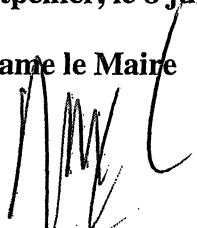
Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 8 juillet 2011



Madame le Maire


Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le :

11 JUIL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5776

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Route de Mende

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'extension de réseaux à la demande de l'Agglomération de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **26 août 2011** inclus, sur la Route de Mende depuis la Rue du Pré aux Clercs vers l'Avenue de la Justice de Castelnau est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Sur la Route de Mende dans sa partie comprise entre l'Avenue de la Justice de Castelnau et la Rue du Pré aux Clercs : du **08 août 2011** au **26 août 2011** la circulation est interdite.

Article 3 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Place de la Brigade Légère du Languedoc, emprunte :

- l'Avenue de la Justice de Castelnau
- l'Avenue de Saint Lazare

et se termine sur l'Avenue de Nîmes.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOGEA

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 8 juillet 2011

Madame le Maire




Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le : 11 JUIL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Anatole France

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **19 juillet 2011** inclus, la Rue Anatole France dans sa partie comprise entre la Rue du Grand Saint Jean et la Rue Henri Guinier est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la TAM

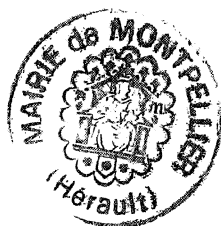
Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 8 juillet 2011



Madame le Maire

Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le :

11 JUIL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5777

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue Saint André de Novigens

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux sur le réseau d'eau potable à la demande de VEOLIA ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 18 juillet 2011 et jusqu'au 22 juillet 2011 inclus, l'Avenue Saint André de Novigens est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de VEOLIA

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 8 juillet 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le :

11 JUIL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5780

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Circulation interdite Rue Jean Grandel

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, contenu de la vétusté du pont de la Lironde à la demande du Service Voirie.

Arrête :

Article 1er :

À compter du **08 juillet 2011** et jusqu'au **31 décembre 2011** inclus, Rue Jean Grandel de l'Impasse Grandel à la limite de commune avec Montferrier, la circulation est interdite aux véhicules de plus de 3,5t.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du Service Voirie.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 8 juillet 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le : 11 JUIL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5782

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue Frédéric Sabatier d'Espeyran

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réfection de trottoir à la demande du Service Voirie.

Arrête :

Article 1er :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **29 juillet 2011** inclus, l'Avenue Frédéric Sabatier d'Espeyran dans sa partie comprise entre la Rue de la Jalade et la Rue Henri Dunant est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise MALET.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

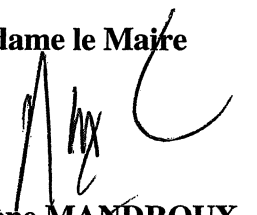
Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 8 juillet 2011



Madame le Maire


Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le : 13 JUIL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5781

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue de la Justice de Castelnau

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de sécurité du patrimoine arboré à la demande du Service Espace Vert.

Arrête :

Article 1er :

À compter du **25 juillet 2011** et jusqu'au **12 août 2011** inclus, l'Avenue de la Justice de Castelnau dans sa partie comprise entre la Place de la Brigade Légère du Languedoc et la Rue du Pioch de Boutonnet est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SERPE.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 8 juillet 2011



Madame le Maire

**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le : 18 JUL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Allée de l'Aqueduc

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 110-2, R. 411-25, R. 411-8, R. 412-7, R. 413-1, R. 417-10, R. 417-11 et R. 417-12 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication, livre 1, sixième partie, feux de circulation permanents et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions pour réserver certaines voies à la circulation exclusive des véhicules non motorisés et des piétons ;

Arrête :

Article 1er :

L'Allée de l'Aqueduc est une voie en impasse entre le n°190 et le n°300.

Article 2 :

La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h Allée de l'Aqueduc.

Article 3 :

La circulation des véhicules est réglementée par des feux tricolores circulaires à l'intersection de l'Avenue Saint Clément, de la Rue Paul Rimbaud et de l'Allée de l'Aqueduc.
En cas de non fonctionnement des signaux lumineux ou de leur mise en clignotant jaune les conducteurs abordant cette intersection sont tenus de céder le passage aux véhicules venant par la droite.

Article 4 :

Une voie verte réservée à la circulation des piétons et des véhicules non motorisés, dénommée Aqueduc Saint-Clément, est créée. Elle emprunte :

- l'Allée de l'Aqueduc dans sa partie comprise entre le n° 300 et à proximité de l'intersection avec l'Allée Guy de Montpellier et côté impair dans sa partie comprise entre la Rue Paul Rimbaud et le n° 300

L'arrêt ou le stationnement d'un véhicule sur cette voie sera considéré comme gênant .

Article 5 :

Le stationnement est autorisé dans les emplacements matérialisés au sol Allée de l'Aqueduc côté impair entre le n° 143 et le n° 183.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 6 :

Les personnes à mobilité réduite ont 1 place réservée Allée de l'Aqueduc côté impair au n° 183.

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Les véhicules des personnes à mobilité réduite doivent être munis de la carte de stationnement pour personnes handicapées apposée sur le pare-brise.

Article 7 :

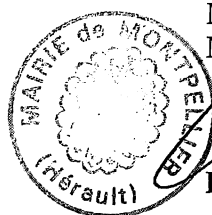
Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 8 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 9 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 8 juillet 2011
Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publié le :

20 JUL 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté permanent Voie Verte Aqueduc Saint-Clément

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 110-2, R. 411-25, R. 411-8, R. 412-7 et R. 417-10 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières pour faciliter la circulation des piétons ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions pour réserver certaines voies à la circulation exclusive des véhicules non motorisés et des piétons ;

Arrête :

Article 1er :

Une voie verte réservée à la circulation des piétons et des véhicules non motorisés, dénommée Aqueduc Saint-Clément, est créée. Elle emprunte l'Aqueduc Saint-Clément:

- dans sa partie comprise entre la Rue de Clémentville et l'Avenue de Lodève ;
- dans sa partie comprise entre la Rue de Clémentville et la Rue de Las Sorbes ;
- dans sa partie comprise entre la Rue de Las Sorbes et la Rue de la Croix de Las Cazes ;
- dans sa partie comprise entre l'Allée Guy de Montpellier et la Rue Edmond Lautard ;
- dans sa partie comprise entre la Rue de la Frégate et la Rue de la Brigantine ;
- dans sa partie comprise entre la Rue Henri Lagatu et la Rue Paul Choulot ;
- dans sa partie comprise entre la Rue Paul Choulot et l'Avenue Ernest Hemingway ;
- dans sa partie comprise entre la Rue de la Croix de Lavit et la Rue Professeur Phung.

L'arrêt ou le stationnement d'un véhicule sur cette voie sera considéré comme gênant .

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules affectés à l'entretien de la voie ainsi qu'aux véhicules de secours et de sécurité. Ces véhicules doivent circuler à l'allure du pas.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

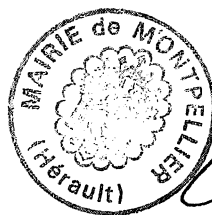
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 4 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 8 juillet 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publié le : 20 JUL. 2011.

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté permanent Voie Verte Allée Fragonard

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 110-2, R. 411-25, R. 411-8, R. 412-7 et R. 417-10 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières pour faciliter la circulation des piétons ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions pour réserver certaines voies à la circulation exclusive des véhicules non motorisés et des piétons ;

Arrête :

Article 1er :

Une voie verte réservée à la circulation des piétons et des véhicules non motorisés, dénommée Aqueduc Saint-Clément, est créée. Elle emprunte :

- l'Allée Fragonard

L'arrêt ou le stationnement d'un véhicule sur cette voie sera considéré comme gênant .

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules affectés à l'entretien de la voie ainsi qu'aux véhicules de secours et de sécurité. Ces véhicules doivent circuler à l'allure du pas.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

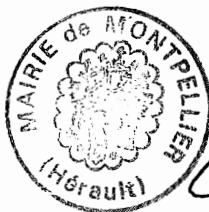
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 4 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 8 juillet 2011

Madame le Maire



[Signature]
Hélène MANDROUX

Publié le :

20 JUL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté permanent Mesures de circulation Impasse des Moulins

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8, R. 415-6 et R.411-7 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

L' Impasse des Moulins est une voie en impasse.

Article 2 :

À l'intersection de l'Impasse des Moulins et de l'Avenue des Moulins, les conducteurs circulant dans l'Impasse des Moulins sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

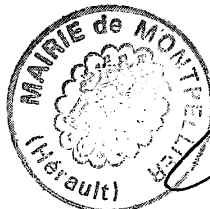
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 8 juillet 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publié le :

20 JUL 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Avenue du Pic Saint Loup

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 110-2, R. 411-25, R. 411-8, R. 415-10, R. 415-6, R. 417-10, R. 417-12 et R.411-7 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication, livre 1, sixième partie, feux de circulation permanents et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU l'arrêté municipal 2011/NT/R/DGU-P33 du **31 mars 2011**, réglementant la circulation et le stationnement des véhicules dans l'Avenue du Pic Saint Loup ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

Un sens unique est institué sur :

- l'Avenue du Pic Saint Loup depuis l'Avenue des Moulins vers et jusqu'à la Route de Ganges ;
- la voie de desserte du parc de stationnement situé face aux n° 540 et n° 624 dans le sens du n° 540 vers le n° 624.

Article 2 :

La circulation des véhicules dont la largeur est supérieure à 1,6 mètres est interdite Avenue du Pic Saint Loup entre le n° 330 et le n° 151.

Article 3 :

À l'intersection de l'Avenue du Pic Saint Loup, de la Rue des Brusses et de l'Avenue d'Occitanie, le carrefour aménagé est classé "carrefour à sens giratoire". En conséquence les conducteurs qui abordent ce carrefour sont tenus de respecter les règles de priorité fixées par le code de la route

pour ce type de carrefour.

Article 4 :

La circulation des véhicules est réglementée par des feux tricolores circulaires à l'intersection de la Rue des Quatre Vents, de l'Avenue du Pic Saint Loup, de l'Avenue Abbé Paul Parguel et de la Rue des Quatre Seigneurs.

En cas de non fonctionnement des signaux lumineux ou de leur mise en clignotant jaune les conducteurs abordant cette intersection sont tenus de céder le passage aux véhicules venant par la droite.

Article 5 :

À l'intersection de la Rue de l'Hortus pour les véhicules circulant dans le sens de la Route de Mende vers la Rue de l'Hortus et de l'Avenue du Pic Saint Loup, les conducteurs circulant sur l'Avenue du Pic Saint Loup sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 6 :

- À l'intersection de l'Avenue du Pic Saint Loup et de la Route de Mende, les conducteurs circulant sur l'Avenue du Pic Saint Loup sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 7 :

L'Avenue du Pic Saint Loup est mise en impasse :

- depuis la Rue de l'Hortus vers et jusqu'au n° 151, sur 300 mètres ;
- depuis la Route de Mende vers et jusqu'au n° 81, sur 100 mètres.

Article 8 :

Le stationnement est interdit Avenue du Pic Saint Loup :

- des deux côtés au n° 81
- et côté pair dans sa partie comprise entre la Rue des Brusses et l'Avenue Abbé Paul Parguel.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 9 :

Le stationnement est autorisé dans les emplacements matérialisés au sol sur :

- la voie de desserte du parc de stationnement situé face aux n° 540 et n° 624 côté impair ;
- l'Avenue du Pic Saint Loup côté impair entre le n° 855 et le n° 883.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 10 :

Les véhicules de transport en commun ont un emplacement réservé sur 15 mètres Avenue du Pic Saint Loup des deux côtés au n° 470.

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 11 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 12 :

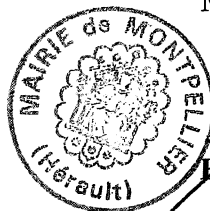
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures, et l'arrêté n° 2011/NT/R/DGU-P33 du **31 mars 2011** susvisé est abrogé.

Article 13 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 8 juillet 2011

Madame le Maire



[Signature]
Hélène MANDROUX

Publié le : 20 JUL 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue de Toulouse

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max Levita, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de reprise de chaussée à la demande du Service Voirie. ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **12 août 2011** inclus, l'Avenue de Toulouse dans sa partie comprise entre la Place Flandres-Dunkerque et la Rue des Chasseurs est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- 2 voies de circulation alternativement sont interdites à la circulation générale ;
- le stationnement est interdit ;
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise **Gregut**.

Article 5 :

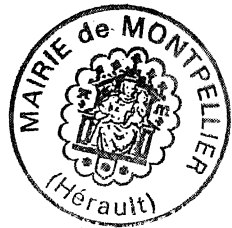
Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 8 Juillet 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l'Adjoint au Maire,
Max LEVITA**



Publié le : 11 JUL. 2011



FETE NATIONALE 2011

Stockage temporaire de pièces et feux d'artifice

- Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2211-1 , L 2212-1 et L 2213-1
- Vu l'article 19 du décret du 1^{er} octobre 1990 et son arrêté d'application du 25 mars 1992 relatif au stockage momentané des pièces et feux d'artifice en vue d'un tir à proximité du lieu de tir
- Vu les courriers informant le Directeur Départemental d'incendie et de secours et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique en date du 30 juin 2011.

Considérant qu'il est nécessaire, en vue du spectacle pyrotechnique prévu pour le 14/07/2011 de stocker momentanément les pièces et feux d'artifices.

Considérant que les mesures de sécurité particulières telles que définies notamment par l'arrêté du 25 mars 1992 doivent être prises en raison de la nature particulière des pièces d'artifice élémentaires de divertissement

Arrête :

Article 1^{er} : La livraison du feu d'artifice s'effectuera le lundi 11 juillet 2011 au matin. La poudre sera entreposée dans un conteneur de 30 m3 stationné sur le plateau sportif de Grammont.

Article 2^{ème} : Les mesures préventives nécessaires autres que celles prévues par l'arrêté du 25 mars 1992 seront :

- la surveillance du dispositif sera assuré par une société de gardiennage à partir du lundi 11 juillet 2011 8 h jusqu'au jeudi 14 juillet 2011 8 h.

Nom de la Société : LCE Sécurité – 169 rue de l'Agathois – 34080 Montpellier – Tél. astreinte 24h/24h 04.67.45.50.47 ou 06.64.89.18.16

La Police Municipale prendra ensuite le relais

Article 3^{ème} : En cas d'empêchement de tir pour des raisons météorologiques, ces mesures seront reconduites jusqu'à la date du tir de feu d'artifice. La Police Municipale assurera alors la surveillance du pas de tir.

Article 4^{ème} : M. le Directeur Général des Services de la Ville est chargé de l'exécution du présent arrêté

Montpellier, le 11.07.2011

Pour Madame le Maire, Monsieur
l'adjoint/délégué


Max LEVITA

Publié le :

Notifié le :

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5787

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Général René

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de déménagement à la demande de Mr Audrin ;

Arrête :

Article 1er :

Le 18 juillet 2011, Rue Général René :

- Une mise en impasse de la voie est instituée ;
 - La circulation est interdite sauf aux riverains.
- Ces dispositions sont applicables **de 7h à 18h.**

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise de déménagement Bagatella.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 11 juillet 2011



Madame le Maire

**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l'Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le :

13 JUL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue de la Spirale

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux d'étanchéité des Galeries Lafayette à la demande de SOPREMA Entreprises ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **21 juillet 2011** et jusqu'au **23 juillet 2011** inclus, Rue de la Spirale, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de SOPREMA Entreprises

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 11 juillet 2011



**Madame le Maire
Hélène MANDROUX
Et par délégation
l'Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le :

13 JUL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5788

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Francis Garnier

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de démontage d'une grue à la demande de Martin et Fils ;

Arrête :

Article 1er :

Le **25 juillet 2011**, la Rue Francis Garnier dans sa partie comprise entre la Rue de Ferrare et la Rue du Quatre Vingt Unième Régiment d'Infanterie est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue du Quatre Vingt Unième Régiment d'Infanterie, emprunte :

- la Rue Turgot
- et se termine sur la Rue Lakanal.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Martin et Fils

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 11 juillet 2011



**Madame le Maire
Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le : 18 JUL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue Guilhem de Poitiers

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T5305 du **13 mai 2011** ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réseau d'eau à la demande de Veolia ;

Arrête :

Article 1er :

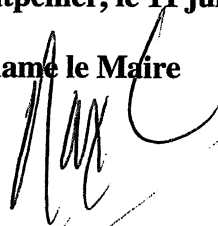
À compter du **16 juillet 2011** les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T5305 du **13 mai 2011** sont prorogées jusqu'au **12 août 2011** inclus.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 11 juillet 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le :

19 JUL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5786

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue de la Vieille Poste

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de remise à la côte d'ouvrage à la demande de France Télécom ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **22 juillet 2011** inclus, la Rue de la Vieille Poste au niveau du numéro 1 et sur 15 mètres est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de France Télécom.

Article 4 :

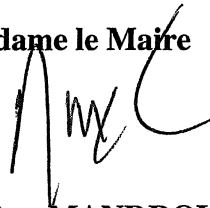
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

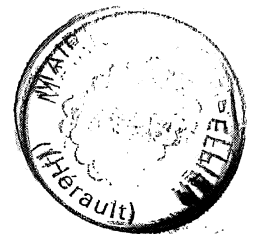
Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 11 juillet 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**



Publié le :

18 JUL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Esculape

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T5711 du **05 juillet 2011** ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau FRANCE TELECOM à la demande de FRANCE TELECOM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **16 juillet 2011** les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T5711 du **05 juillet 2011** sont prorogées jusqu'au **22 juillet 2011** inclus.

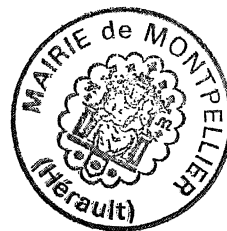
Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 11 juillet 2011

Madame le Maire


Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA



Publié le :

18 juil. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue du Comté de Nice

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux d'aménagement de voirie à la demande de la Voirie ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **25 juillet 2011** et jusqu'au **04 septembre 2011** inclus, l'Avenue du Comté de Nice depuis la Rue des Baléares vers et jusqu'à la Rue Jean Cavailès est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- le stationnement est interdit ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 11 juillet 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**



Publié le :

18 JUL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Jacques Bounin

- **Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**
 - VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
 - VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
 - VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
 - VU l'arrêté du 30 juin 2011, donnant délégation de signature à Monsieur Max Levita, Adjoint au Maire ;
 - VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
 - CONSIDERANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réfection de chaussée à la demande du Service Voirie.

Arrête :

article 1er :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **12 août 2011** inclus, la circulation est interdite Rue Jacques Bounin dans sa partie comprise entre la Rue Charles Vanel et l'Avenue de Toulouse

article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Charles Vanel, emprunte :

- la Rue Raimon de Trencavel
- le Boulevard Paul Valéry
- la Place Flandres-Dunkerque

et se termine sur la route de Toulouse

article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Cregut.

article 5 :

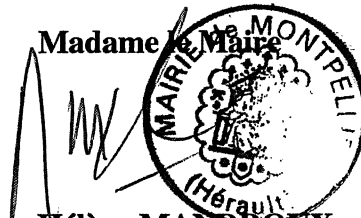
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 11 juillet 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX
Et par délégation
L'Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publier le

18 JUL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5779

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Voies diverses

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de création d'un trottoir à la demande du service Voirie ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **29 juillet 2011** inclus, la circulation est interdite Rue François Dezeuze depuis la Rue de la Métairie de l'Oiseau vers et jusqu'à l'Avenue de la Colline

Article 2 :

Les déviations suivantes sont mises en place :

- pour les V.L. par :
 - Rond-point de l'Armée des Alpes
 - la Rue des Jonquilles
 - la Rue des Bleuets
 - la Rue des Myosotis
 - la Rue de la Métairie de l'Oiseau
 - la Rue du Romarin
 - la Rue des Eglantiers
 - l'Avenue de la Colline
- pour les véhicules de plus de 3,5t par :
 - la Rue de la Métairie de l'Oiseau
 - la Rue de la Cantaperdrix

Article 3 :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **29 juillet 2011** inclus, Rue de la Métairie de l'Oiseau des deux côtés dans sa partie comprise entre la Rue François Dezeuze et sur une distance de 20 ml, le stationnement est interdit.

Article 4 :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **29 juillet 2011** inclus, Rue de la Cantaperdrix côté pair dans sa partie comprise entre la Rue de la Métairie de l'Oiseau et le n° 2, le stationnement est interdit.

Article 5 :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **29 juillet 2011** inclus, la circulation est interdite Rue de la Cantaperdrix depuis l'Avenue de la Colline vers et jusqu'à la Rue de la Métairie de l'Oiseau

Article 6 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue de la Colline, emprunte :

- la Rue de l'Aubépine
- la Rue des Bruyères
- la Rue du Romarin
- la Rue de la Métairie de l'Oiseau

et se termine sur la Rue de la Cantaperdrix.

Article 7 :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **29 juillet 2011** inclus, Rue du Pont de Lavérune du côté et à l'angle de l'avenue de la Colline, la voie de droite est interdite à la circulation générale. Les véhicules circulant habituellement sur cette voie seront déviés sur les voies restants libres.

Article 8 :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **29 juillet 2011** inclus, Avenue de la Colline angle rue François Dezeuze, chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale. Les véhicules circulant habituellement sur cette voie seront déviés sur les voies restants libres.

Article 9 :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **29 juillet 2011** inclus, Avenue de la Colline des deux côtés dans sa partie comprise entre la Rue François Dezeuze et le Chemin de l'Hermitage, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 10 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 11 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise EUROVIA

Article 12 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 13 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 11 Juillet 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le :

18 JUL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue Bouisson-Bertrand

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de la TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **20 juillet 2011** et jusqu'au **27 juillet 2011** inclus, l'Avenue Bouisson-Bertrand dans sa partie comprise entre l'Avenue Saint Charles et la Rue Sainte Lucie est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la TAM

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 12 juillet 2011

Madame le Maire
Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le : 18 JUIL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de Font Couverte

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 Avril 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max Lévitte Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de branchement EDF à la demande de ERDF;

Arrête :

Article 1er :

Rue de Font Couverte dans sa partie comprise entre la Rue du Lavandin et le Boulevard Paul Valéry :

- Le **01 septembre 2011** au **30 septembre 2011** la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10. ;
- du **01 septembre 2011** au **30 septembre 2011** le stationnement est interdit. .
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **01 septembre 2011** et jusqu'au **30 septembre 2011** inclus, Rue de Font Couverte, la vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 30 Km/h.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

la fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ERDF.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

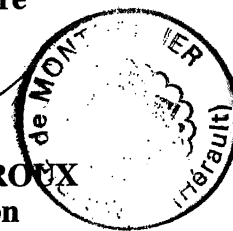
Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 12 juillet 2011

Madame le Maire


Hélène MANDROUX
Et par délégation
L'Adjoint au Maire,
Max LEVITA



Publié le :

19 JUL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5791

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue du Moulin des Sept Cans

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de démontage de grue à la demande de LANGUEDOC CONSTRUCTION ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **28 juillet 2011** et jusqu'au **29 juillet 2011** inclus, la Rue du Moulin des Sept Cans dans sa partie comprise entre la Rue Cité Saint Roch et la Rue Cyprien Tourel est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite (rue mise en impasse des deux côtés restant accessible aux riverains)
- le stationnement est interdit.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de LANGUEDOC CONSTRUCTION.

Article 4 :

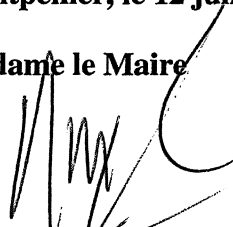
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 12 juillet 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l'Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le :

18 JUIL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5800

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Lakanal

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de marquage au sol à la demande de la Ville de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **20 juillet 2011** et jusqu'au **20 août 2011** inclus, Rue Lakanal au n° 36, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Aximum

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 13 juillet 2011



**Madame le Maire
Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le : 19 JUL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Gaston Baissette et Rue Ali Ben Chekhal

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau EU à la demande de VEOLIA.

Arrête :

Article 1er :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **29 juillet 2011** inclus, la Rue Gaston Baissette est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- Chaque demi-chaussée alternativement est interdite à la circulation générale.

Article 2 :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **29 juillet 2011** inclus, la Rue Ali Ben Chekhal est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- Chaque demi-chaussée alternativement est interdite à la circulation générale.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de VEOLIA.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 13 juillet 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le : 19 JUL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5810

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Saint Barthélemy

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux urgents d'enfouissement de réseau à la demande de ERDF ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **29 juillet 2011** inclus, Rue Saint Barthélemy dans sa partie comprise entre la Rue Louise Guiraud et le Cours Gambetta sur les places de stationnement nécessaires à l'avancement des emprises de travaux, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **29 juillet 2011** inclus, Rue Saint Barthélemy dans sa partie comprise entre la Rue Louise Guiraud et le Cours Gambetta, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ERDF.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

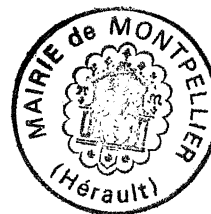
Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 13 juillet 2011

Madame le Maire

**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**



Publié le : 19 JUL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5796

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Parlier

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réfection de chambres FT à la demande de FRANCE TELECOM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 13 juillet 2011 et jusqu'au 15 juillet 2011 inclus, la Rue Parlier côté impair le stationnement est interdit au droit du numéro 5, sur trois places. est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite.
- Ces dispositions sont applicables de 7h à 18h.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de secours et les riverains..

- Le stationnement est interdit.

Une déviation est mise en place de 7h à 18h. . Cette déviation débute sur la Rue du Grand Saint Jean, emprunte :

- la Rue Henri Guinier
- la Rue Anatole France

et se termine sur le Boulevard Victor Hugo.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de FRANCE TELECOM.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 13 juillet 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le : 19 JUL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue de Lodève

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **29 juillet 2011** inclus, l'Avenue de Lodève dans sa partie comprise entre le Boulevard Benjamin Milhaud et la Rue de Clémentville est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 13 juillet 2011



Madame le Maire
Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA

A handwritten signature in black ink, appearing to be "Max Levita", written over the printed name.

Publié le : 19 JUL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5798

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue du Grand Saint Jean

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de la TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **25 juillet 2011** et jusqu'au **30 décembre 2011** inclus, Rue du Grand Saint Jean dans sa partie comprise entre la Rue Albert Leenhardt et la Rue Général Lafon, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la TAM

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 13 juillet 2011

**Madame le Maire
Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le : 19 JUL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue du Triolet

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T5654 du **24 juin 2011** ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT que les travaux de réfection de la chaussée ne sont pas terminés.

Arrête :

Article 1er :

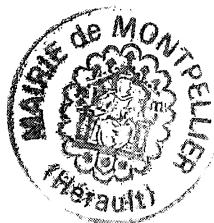
À compter du **13 juillet 2011** les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T5654 du **30 juin 2011** sont prorogées jusqu'au **19 juillet 2011** inclus.

Article 2 :

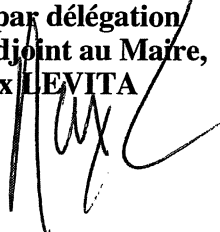
Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 13 juillet 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX
Et par délégation/
l'Adjoint au Maire,
Max LEVITA



Publié le : 19 JUL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Circulation alternée Route de Lodève

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de la ligne 3 à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **30 juillet 2011** inclus, sur la Route de Lodève dans sa partie comprise entre la Limite de commune et la Rue Peter Benenson, la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM

Article 5 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 13 juillet 2011



Madame le Maire

Helene MANDROUX

**Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le :

19 JUL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5808

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue Paul Bringuier

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **30 juillet 2011** inclus, la circulation est interdite Avenue Paul Bringuier sur la bretelle d'accès depuis l'avenue de Lodève vers la rue d'Alco

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue de Lodève, emprunte :

- la Rue d'Alco

et se termine sur l'Avenue Paul Bringuier.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 13 juillet 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le :

19 JUIL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesure libre Rue d'Alco

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **25 juillet 2011** et jusqu'au **31 décembre 2011** inclus, la circulation des véhicules sera remise à double sens,

- Rue d'Alco depuis la Rue Serge Lifar vers et jusqu'à l'Avenue des Moulins

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 13 juillet 2011



Madame le Maire

Hélène MANDROUX

**Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le : 22 JUIL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011T5806

**Arrêté temporaire
Mesure libre
Rue d'Alco**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **08 août 2011** et jusqu'au **31 décembre 2011** inclus, la circulation des véhicules sera remise à double sens,

- Rue d'Alco depuis la Rue Marius Carrieu vers et jusqu'à la Rue Paul Rimbaud

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 4 :


La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM

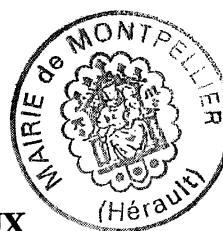
Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 13 juillet 2011

Madame le Maire


Helène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA



Publié le : 22 JUL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5805

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue de Lodève et Rue de Las Sorbes

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **06 août 2011** inclus, Rue de Las Sorbes depuis l'Avenue de Lodève vers et jusqu'à l'Avenue Saint Clément, un sens unique est institué.

Article 2 :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **06 août 2011** inclus, Avenue de Lodève dans sa partie comprise entre la Rue d'Alco et la Rue de Las Sorbes, la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 13 juillet 2011

 Maire le Maire
Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le :

19 JUIL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Favre de Saint Castor

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **29 août 2011** et jusqu'au **31 août 2011** inclus, la circulation est interdite Rue Favre de Saint Castor dans sa partie comprise entre la Rue Lejzer Zamenhof et la Route de Lodève

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Lejzer Zamenhof, emprunte :

- la Rue du Pilory
- l'Avenue des Moulins
- la Rue des Avelaniers
- la Rue Paul Rimbaud
- l'Avenue de Lodève

et se termine sur la Route de Lodève.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.



Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 13 juillet 2011


Mme le Maire

Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le :

19 JUIL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5803

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Favre de Saint Castor

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **18 août 2011** et jusqu'au **01 septembre 2011** inclus, la circulation est interdite Rue Favre de Saint Castor dans sa partie comprise entre Rond-point Antonin Artaud et la Rue Lejzer Zamenhof

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Lejzer Zamenhof, emprunte :

- la Rue du Pilory
- la Rue Mohammed V
- la Rue de Font Caude
- la Rue Yves Montand
- la Rue Claude François
- la Rue Marius Petipa

et se termine sur Rond-point Antonin Artaud.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 13 juillet 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**



Publié le :

19 JUIL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Route de Lodève et Rue François d'Orbay

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T5664 du 30 juin 2011 ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de la ligne 3 à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

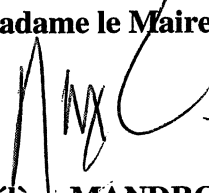
À compter du 23 juillet 2011 les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T5664 du 30 juin 2011 sont prorogées jusqu'au 23 juillet 2011 inclus.

Article 2 :

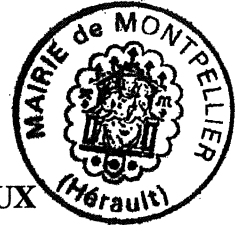
Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 13 juillet 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**



Publié le :

19 JUIL. 2011